

& C O

EDITION SPÉCIALE 3^{ème} RÉPUBLIQUE & RECONSTRUCTION DU PAYS



Réinventer la ville



DOSSIER | 6

Les villes africaines sont des laboratoires de la modernité

CARTE | 19

Le Congo vu des villes

FOCUS | 24

Mbuji-Mayi, de l'Eldorado à la cité aux mille trous

LA VOIX DU CONGO PROFOND | 32

Marâchage urbain à Lubumbashi

«C'est possible», un enfant devant l'entrée d'une parcelle à Kinshasa | © Reporters/J.B

EDITORIAL

Charles MICHEL

Ministre Belge de la Coopération au Développement

Le nouveau gouvernement belge, mis en place en mars dernier, a d'emblée, dans son accord de majorité, réaffirmé la priorité accordée à la RDC dans sa politique étrangère. De même, la note de politique générale que j'ai présentée au parlement fin avril 2008 a également clairement mis la priorité de notre coopération au développement en Afrique centrale et en RDC en particulier. La RDC est en effet le premier bénéficiaire de notre coopération bilatérale avec une aide publique au développement en croissance régulière depuis 2000 qui a atteint 150 millions EUROS en 2007. En tant que Ministre de la Coopération, j'ai effectué deux missions au Congo en moins de six mois de mandat. Ceci témoigne à nouveau de l'importance que la Belgique attache à ce pays.

Mais les choses ont changé en RDC depuis juillet 2006 et notre aide à la RDC doit évoluer en conséquence. Maintenant que la RDC s'est dotée d'un gouvernement élu et légitime, il revient à ce gouvernement de piloter la reconstruction et les réformes des structures de gestion de la RDC pour mener le pays vers la croissance et la prospérité. En tant que bailleur et partenaire de la RDC, nous avons aussi notre responsabilité. Cette responsabilité est de rendre notre aide plus efficace et d'améliorer le rapport qualité/prix. Il est donc important que notre aide soit plus harmonisée avec celle des autres partenaires, plus prévisible et plus rapide disponible et délivrée plus rapidement et qu'elle évolue vers une approche visant à renforcer les capacités de l'Etat dans sa responsabilité de gestionnaire public.

Les élections ont ouvert la voie de la démocratie et du chemin de la prospérité. Mais le chemin restera long et semé d'embûches. A cet égard, deux éléments me semblent importants. D'une part, la paix et la sécurité. La conférence de Goma et les accords de Nairobi créent une op-

portunité de paix et de stabilisation dans l'est de la RDC. Il est important de préserver les acquis de ces accords en contribuant à la stabilisation de la région et en appuyant la mise en œuvre des engagements dans des délais raisonnables. La Belgique contribue à cet effort tant à travers le programme Amani et le plan de stabilisation de la MONUC qu'à travers ses actions bilatérales. D'autre part, le rôle de l'investissement et de l'initiative privée. L'aide au développement seule ne pourra éradiquer la pauvreté et engendrer la croissance économique. Le secteur privé a un rôle important à jouer. Mais pour investir, le secteur privé a besoin d'un environnement sécurisé, d'un cadre juridique qui les protège de l'arbitraire. La bonne gouvernance est donc aussi une condition nécessaire à la croissance économique.

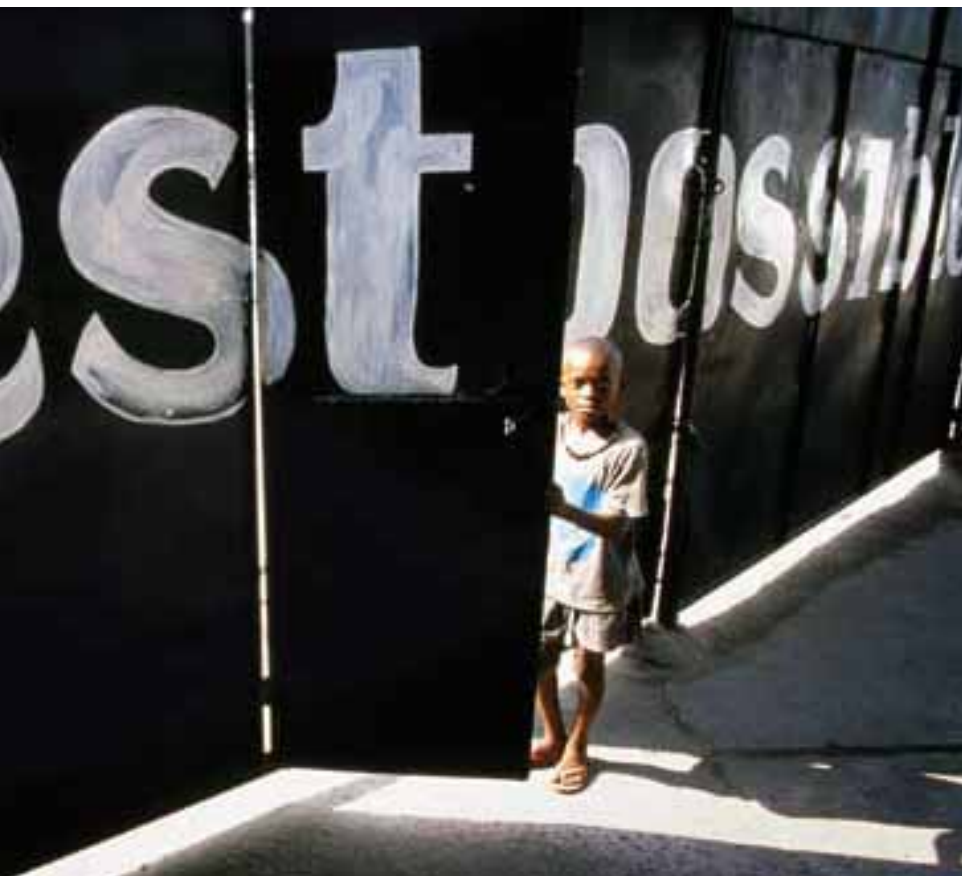
Durant mon dernier séjour en RDC, j'ai eu l'occasion de visiter plusieurs villes (Kinshasa, Boma, Lubumbashi, Goma, Bukavu) et de me faire une première idée des enjeux posés par l'urbanisation croissante. Même si les villes peuvent constituer des réservoirs d'opportunités économiques, la croissance urbaine génère des défis majeurs pour la gestion des services publics qui ne peuvent faire face à cette croissance et assurer le minimum vital pour les habitants. La réponse à apporter à ce type de défi est double. D'une part, il faut donner les moyens aux acteurs locaux que sont les autorités locales, la société civile et le secteur privé de travailler ensemble pour améliorer la qualité des services publics de base. Le processus de décentralisation en cours en RDC, qui se complétera dans les mois à venir par les élections locales, contribuera à mettre en place le cadre institutionnel nécessaire à une meilleure gestion de l'espace public au niveau local. En effet, au-delà des infrastructures, il faut renforcer la capacité des acteurs locaux à gérer l'espace public. La coopération belge



appuie le gouvernement dans cette tâche entre autre à travers le programme PAIDECO[1]. Cela permet d'améliorer les services publics de base dans les villes mais également dans les milieux ruraux pour éviter un exode accru. D'autre part, il faut redynamiser le milieu rural et revaloriser l'agriculture. Cela passe entre autres choses par l'augmentation de la productivité agricole, de l'élevage et de la pêche, de la transformation, et de la conservation de ces produits, de la création d'emplois rémunérateurs en milieu rural entre autres dans le secteur agro-alimentaire ou encore par la réhabilitation de pistes rurales et de tronçons routiers permettant d'acheminer les récoltes vers les villes et les marchés.

La coopération belge contribue à aider la RDC à relever le défi de l'urbanisation croissante et de l'urgence à trouver des solutions durables et innovantes aux problèmes d'inégalité sociale, de dégradation de l'environnement, de restructuration économique, de congestion des transports et par conséquent de vulnérabilité croissante des populations pauvres. ■

1 Programme d'appui au développement local



AVANT-PROPOS

Manolo DEMEURE

Représentant Résident,
Coopération Technique Belge en RDC

À chaque nouvelle thématique abordée par le magazine &CO, nous nous trouvons confrontés à l'immensité des défis à relever aux côtés de la République démocratique du Congo pour son développement durable. Ainsi, l'étendue du pays, ses multiples facettes et la complexité de sa situation géopolitique ne font que renforcer notre volonté de développer des synergies avec les autres bailleurs et d'harmoniser nos actions respectives, tout en nous alignant sur la politique du Gouvernement Congolais dans le respect de la Déclaration de Paris, afin de garantir l'efficacité de notre action finale.

Face à ces défis et dans l'optique d'une gestion plus efficace, la CTB a mis en place un nouveau système de gestion, le portfolio management ou gestion par portefeuilles. Son le principe con-

siste non seulement à optimiser les ressources humaines et financières disponibles mais aussi à favoriser les synergies entre projets et les économies d'échelle. Par ce nouveau système de gestion, nous espérons absorber efficacement la croissance spectaculaire de nos activités en RDC.

En effet, depuis le début de cette année, 15 nouveaux projets d'une valeur globale de 62.3 millions d'euros couvrant les secteurs de la bonne gouvernance, des soins de santé, de l'agriculture et des infrastructures de base ont déjà démarré ou sont en passe de débiter. Ils contribueront dans leur exécution entre autres à la réalisation des cinq chantiers du Président de la République. Parmi ces projets, nous pouvons citer entre autres le projet d'appui à l'électrification de la ville de Kisangani qui contribuera à terme non seulement au bien être des habitants de la ville mais aussi à sa renaissance économique.

Le dossier de ce numéro se propose d'explorer le concept de la ville et ses problématiques. Le phénomène d'expansion urbaine dans les pays en développement, dû à l'important accroissement de ses populations en quête de travail et de conditions de vie meilleures, prend des proportions toujours plus importantes. Il a mis en lumière l'apparition d'importants foyers d'inégalité et de pauvreté urbaine auxquels les partenaires au développement se doivent de porter une attention particulière.

Dans ce cadre, le Programme d'Urgence mis en œuvre par la CTB, apporte sa contribution. Non seulement, il travaille à l'amélioration des conditions de vie des populations urbaines démunies (accès à l'eau potable, curage et construction de caniveaux, réhabilitation de routes et de bacs de traversée fluviale) mais aussi il sensibilise ces mêmes populations. Au mois de février dernier, une campagne de théâtre d'action sociale a été lancée dans les zones d'intervention des trois grandes villes du pays, Kinshasa, Lubumbashi et Mbuji-Mayi. Il mettait l'accent en particulier sur les thèmes de la préservation du bien commun et de la responsabilité individuelle en tant que citoyen.

Après Kinshasa et Lubumbashi, ce numéro propose de vous plonger dans l'univers de la ville de Mbuji-Mayi. Anciennement Eldorado du diamant congolais, elle est aujourd'hui terrain des creuseurs clandestins. Cette ville a été durement touchée économiquement mais aussi dans son cœur par des érosions spectaculaires aux conséquences dramatiques pour sa population. Le Programme d'Urgence mis en œuvre par la CTB tente d'y remédier par des actions concrètes.

Enfin, le magazine, en passant par Lubumbashi où il parle de maraîchage, revient à Kinshasa pour cette fois aborder le thème de la santé publique dans les milieux urbains et universitaires ainsi que la problématique du logement dans cette ville de près de 10 millions d'habitants.

D'ores et déjà, je vous souhaite une lecture passionnante !





Les villes : moteurs du développement

2008 MARQUE UN TOURNANT DANS L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ : POUR LA PREMIÈRE FOIS, LES VILLES COMPTENT PLUS D'HOMMES ET DE FEMMES QUE LES CAMPAGNES. PARTICULIÈREMENT CONCERNÉ, LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT ACCUEILLERA 80% DE LA POPULATION URBAINE DE LA PLANÈTE ET CE DÈS 2030. QUELS SONT LES ENJEUX ?

Pascal LAVIOLETTE

Chaque jour, 100.000 personnes arrivent dans un des bidonvilles du monde où habitent déjà plus d'un milliard d'humains. Les villes moyennes ou secondaires (moins de 500.000 habitants) absorberont la moitié du boom urbain de ces dix prochaines années. L'Afrique subsaharienne et l'Asie verront leur population urbaine doubler d'ici 2030, non plus comme dans le passé en raison du flux des migrations mais par l'accroissement naturel des villes, le nombre des naissances dépassant

nettement celui des décès. La question touche avec acuité la RDC : un tiers des Congolais vivent dans un des nombreux centres urbains du pays : les guerres ont poussé des milliers de ruraux à rechercher plus de sécurité en ville. Devenue l'une des principales mégalo-poles africaines, Kinshasa compte plus de 10 millions d'habitants...

Les villes du monde en développement ne peuvent faire face à l'explosion urbaine et offrir des

conditions de vie décentes à la grande majorité de leurs habitants. Les populations précarisées vivent souvent dans des zones sous-équipées et dépourvues de services essentiels (enseignement, soins de santé, assainissement, accès à l'eau et à l'électricité, ...), augmentant sans cesse leur vulnérabilité.

Jusqu'au début des années 90, les politiques de développement ont privilégié les problématiques rurales. Or on constate que quand elle

Kinshasa, boulevard du 30 juin | © Gabriel Mukaz

est bien gérée, la ville propose des opportunités inédites de développement durable. Les observations le prouvent : croissance économique et urbanisation vont de pair. On comprend pourquoi la CTB a épinglé le développement durable des villes au tableau de ses priorités¹. Comme l'a affirmé Thomas Mellin², intervenant lors d'un séminaire organisé par la CTB: «Nous développons les villes parce que sans les villes, il n'y aurait pas de développement du tout. Si le monde va dans les villes, nous aussi devons y aller.» La gestion durable des villes est donc un enjeu capital pour l'avenir de notre terre. Aujourd'hui, une personne sur deux habite en ville.

Les facettes de la question urbaine

Dans la plupart des villes pauvres du sud, en l'absence de planification et de réglementations, l'occupation archaïque des espaces a donné lieu à de vastes implantations de faibles densités ou à de gigantesques bidonvilles. Les investissements y sont rares ou inexistantes et les problèmes posés différents du monde rural.

En matière économique, le marché est dominé par les économies informelles, la débrouille et les petits boulots de survie. Ces économies qui évoluent en marge du système officiel apparaissent souvent comme une nébuleuse incontrôlable et pourtant bien active. Il suffit d'observer l'effervescence des adeptes du célèbre "article 15" à Kinshasa ou ailleurs pour mesurer l'importance du secteur. Peut-on tirer quelques enseignements des pratiques économiques quotidiennes des citoyens?

Sur le plan sanitaire, les villes du sud présentent également un visage particulier. Ici ce sont les conditions environnementales délétères qui influencent directement la santé des citoyens et demandent des réponses appropriées. Selon un rapport de la FNUAP³, «les pauvres vivent dans des environnements insalubres. Les risques pour la santé proviennent du manque d'assainissement et du manque d'eau potable, du surpeuplement et de la mauvaise aération des logements et des lieux de travail, ainsi que de la pollution atmosphérique et industrielle. Les carences alimentaires réduisent la résistance des habitants des bidonvilles aux maladies, ce qui est d'autant plus grave qu'ils vivent cons-



Beijing, en Chine, une femme porte un masque pour se protéger de la pollution qui sévit dans cette ville.

© Reporters/AP/Oded Baltity

tamment au contact d'organismes pathogènes». Les villes en développement connaissent un autre problème sanitaire de taille, celui de la gestion des déchets et de l'assainissement. Faute de ramassage, les immondes jonchent les rues, s'entassent dans les caniveaux, finissent dans le lit des rivières ou dans des décharges sauvages, à cela s'ajoutent le manque cruel de latrines et l'absence ou la mise hors service des conduites d'évacuation des eaux usées.

L'impact de la ville sur l'environnement naturel revêt un caractère aigu. La précarité force les citoyens à utiliser les ressources de manière non durable. Le déboisement sauvage couplé aux inondations provoque souvent de graves problèmes d'érosion et des glissements de terrains. Ceux-ci étant par ailleurs occupés par des populations déjà fragilisées. Enfin, à l'échelle de la planète, les transports urbains et les rejets industriels sont responsables de 80 % des émissions de gaz à effet de serre qui participent au réchauffement climatique, donc des désastres (ouragans, tempêtes, montée des eaux, ...). Et ce sont les villes du sud, pour beaucoup situées en zones côtières qui en sont les premières victimes.

Des pistes pour gérer la croissance urbaine ?

Aborder la ville uniquement sous l'angle des problèmes occulte les opportunités liées à celle-ci : la cité demeure l'espace privilégié de l'expression politique, administrative et commerciale ; de la production de biens et de services ; de l'activité de la société civile. C'est aussi en milieu urbain que les femmes s'émancipent, que les indicateurs de santé s'améliorent et que l'accès à l'éducation est plus aisé. C'est là que les mentalités et les comportements se transforment grâce aux échanges de savoirs et d'informations. Endroit où la modernité se construit chaque jour, la ville est en ce sens porteuse d'espoirs. Enfin, aucune économie réussie dans

le monde n'a fait l'impasse sur le développement urbain, véritable moteur de croissance économique. Voilà pourquoi la gestion durable de l'urbanisation s'impose comme un défi majeur des politiques de développement.

Au cœur de ces politiques, une attention particulière est accordée à l'amélioration de la bonne gouvernance urbaine, condition sine qua non de développement, c'est-à-dire à l'exercice efficace, intègre, équitable, transparent et responsable du pouvoir qui associe la société civile et le secteur privé. Concrètement, il s'agit de renforcer la capacité des acteurs locaux à agir ensemble afin d'améliorer les conditions de vie des populations. D'où, dans le cadre de la décentralisation, le soutien aux autorités communales et le renforcement des initiatives participatives par lesquelles les populations identifient leurs besoins en infrastructures et en services pour s'impliquer dans leur mise en œuvre.

Cette perspective, positive, de partage de la démocratie résiste-t-elle là où 70 à 80% de la population survit grâce au secteur informel, là où l'État fait cruellement défaut ? Sans doute difficilement, mais il n'est pas inutile de rappeler que la bonne gouvernance locale dans les pays occidentaux a pris plusieurs dizaines d'années pour s'installer et qu'elle a bénéficié de confiance et d'investissements financiers importants. Atouts indispensables dont doivent à présent profiter les villes en développement. ■

1 En témoigne le colloque *The urban [F]actor – Challenges facing sustainable urban development* organisé par la CTB à Bruxelles en décembre 2007.

2 Chef de la division Développement urbain de l'Agence internationale de développement suédoise.

3 Le rapport 2007 du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) intitulé *État de la population mondiale 2007 : libérer le potentiel de la croissance urbaine*.





Les villes africaines
sont de vastes laboratoires
de la modernité

Frédéric LOORE

Kinshasa, jour des femmes à l' ECUSE (une Eglise, Mpeve Ya Longo, qui s'inspire du prophète Simon Kimbangu, un symbole de la lutte contre la colonisation). Chaque mardi ces communautés rassemblent des femmes qui partagent leurs soucis quotidiens et cherchent des solutions. Les problèmes d'alimentation, de santé, de conflits domestiques ou encore de scolarité des enfants y sont abordés. | © J.B/Reporters

Entretien avec Filip DE BOECK

Filip de Boeck est professeur en anthropologie à l'Université Catholique de Leuven, en Belgique (KUL). Depuis 1987, il conduit des recherches extensives sur le terrain en R.D.Congo, lesquelles ont donné lieu à différentes publications. Son dernier ouvrage s'intitule *Kinshasa. Récits de la ville invisible*¹. Il fournit un éclairage neuf sur les imaginaires sociaux et culturels locaux, grâce auxquels les habitants continuent à donner un sens à leurs mondes et inventent des stratégies pour faire face à l'effondrement de l'infrastructure urbaine.

A la différence de nombreux observateurs- qui cultivent une vision négative et pessimiste du milieu urbain dans les pays en développement en général, en Afrique en particulier – vous adoptez un autre point de vue, bienveillant, à l'égard de la ville africaine. Qu'est-ce qui fonde cette position?

La grille de lecture de ce qu'est la ville africaine est tout simplement différente de celle utilisée d'ordinaire par ceux dont vous parlez. Eux ne la voient qu'au travers de notre modèle urbain occidental, à l'aune duquel elle semble effectivement chaotique². Pour certains l'Afrique a raté le train de la mondialisation et de la modernité, dont l'une des conséquences serait l'urbanisation défailante. Pour ma part, je crois que la ville africaine doit être étudiée à un autre niveau et vue sous un autre angle, à partir desquels on comprend que sous le chaos apparent de Kinshasa, de Lagos ou de Nairobi, des mécanismes invisibles existent et des stratégies locales sont à l'œuvre. Ce qui crée des dynamiques urbaines sans doute non conformes aux standards occidentaux, mais qui permettent tout de même à ces mégapoles de se structurer, de s'autogérer et de se trouver une identité.

Votre exposition³ *Kinshasa, la ville imaginaire*, s'inscrit en faux contre l'idée, typiquement occidentale dites-vous, d'une ville qui n'existerait qu'au travers de ses briques et de ses murs...

Absolument. Dans notre conception de ce qu'est une ville, les formes construites occupent une place centrale. Notre vision est essentiellement urbanistique, architecturale. Nous avons beaucoup de mal à intégrer le fait que l'espace public puisse se créer autrement que par le bâti. A travers cette exposition, j'ai donc tâché de montrer que Kinshasa – mais c'est vrai aussi pour les villes congolaises secondaires – existe en tant que communauté urbaine à part entière, en dépit de l'arrêt de l'urbanisation coloniale planifiée. Il existe un imaginaire urbain spécifique, incarné dans une infrastructure beaucoup plus immatérielle, forgée par les mots et les corps. Le corps, vu comme bâtiment vivant et mouvant, qui se substitue au bâti et qui apporte un plus à côté de celui-ci. Et puis, les mots, en tant qu'architecture du verbe. La parole partagée crée une identité urbaine car, parler, suffit à faire exister la ville. On voit ça notamment au travers des églises de réveil où se manifeste la force de la parole ; en l'occurrence, la parole

sacrée. Encore faut-il savoir ce que parler veut dire ? Parler, pour les hommes qui occupent l'espace public congolais, c'est en quelque sorte une manière de donner la vie comme le font naturellement les femmes. Par le biais de la parole, des liens se tissent qui font exister une communauté urbaine. Et, j'y reviens, le rôle des églises pentecôtistes – pour lesquelles, je le précise, je n'ai aucune sympathie particulière – est à cet égard capital. A la différence de l'Etat qui n'a pas de projet de ville, elles en ont un, symbolisé par la Nouvelle Jérusalem. C'est en partie ce qui fait leur succès.

Kinshasa n'est pas tout le Congo. Vous insistez sur le rôle joué par les villes secondaires. Que révèle-t-il ?

Ces villes, comme Butembo que je trouve très intéressante, font la preuve que, sans grande intervention de l'Etat central, elles parviennent à se structurer, à se développer, à s'inscrire dans la modernité et à participer à la mondialisation quoi qu'on en dise. Bien sûr, comme à Kinshasa, cela se fait au départ de réseaux locaux qui ébauchent des solutions inédites dans un contexte africain, où tout fonctionne autrement et où nos points de repères habituels ont disparu.





tion congolaise est très fort. Sans ce sentiment identitaire, le pays se serait disloqué depuis longtemps.

A vous entendre, les villes du Congo et d'Afrique ne seraient donc pas ces sortes de monstres hybrides exclus de l'ère moderne ?

Les villes africaines sont au contraire de vastes laboratoires de la modernité qui se joue là bas plutôt qu'ici. Simplement, ce qu'il faut pouvoir accepter, c'est que cette modernité-là prenne des formes qui ne nous plaisent pas forcément. Des formes qui ne cadrent pas avec l'idée que nous nous faisons du progrès et du développement. Au Congo, la modernité a été successivement définie et dictée par le colon, le missionnaire et l'Etat post-colonial sous Mobutu. Comprenons que les villes congolaises et africaines inventent à présent leur propre modernité, parallèle à la nôtre, bien que reliée à celle-ci dans le contexte de la mondialisation. Je récusé cependant le concept de modernité

alternative développé par certains anthropologues, qui sous-tend l'idée d'une modernité au rabais, pour les pauvres.

Ce qui vous dites remet en cause l'idée même que nous nous faisons de la coopération au développement ?

En occident, le développement est perçu comme le passage de l'état non-développé à développé. Extrapolé à la ville, cela donne Lubumbashi ou Kolwezi, qui ont atteint un niveau de développement équivalent à celui du bassin de la Ruhr en Allemagne. Tout autre forme d'urbanisation, non planifiée et dont les dynamiques ne répondent pas à nos standards, est vue comme un échec. Pour pouvoir rendre une ville africaine lisible et visible, il faut renoncer à nos théories urbanistiques étrequées, que nous croyons à tort universelles. En agissant de la sorte, nous contribuerons à un développement qui soit plus harmonieux et, surtout, plus en phase avec la conscience urbaine en Afrique. ■

L'économie informelle par exemple, participe de ces solutions. L'autre erreur, c'est de voir ces villes comme des entités géographiques isolées, alors qu'elles sont des lieux de mouvements et de migrations perpétuels. A l'intérieur de celles-ci, tout le monde veut vivre ailleurs et, ce faisant, se situe déjà ailleurs mentalement. Ce mouvement débouche toujours sur l'inattendu : on veut quitter le Congo pour gagner Bruxelles et, finalement, on échoue à Cape Town pour dix ans. Cela crée de la vie ainsi que beaucoup d'opportunités et d'ouvertures qui, en définitive, inscrivent peut-être davantage tous ces gens dans la modernité que nous autres Européens, qui demeurons animés d'un esprit provincial à l'heure de l'hyper-nomadisme.

Mais dans un pays encore largement dépourvu d'infrastructures de transport et de voies de communication de qualité, l'autonomie des villes secondaires ne menace-t-elle pas la cohésion nationale ?

Je ne le pense pas. Je vois plutôt la décentralisation comme une chance pour ces villes qui, du coup, se prennent seules en charge. Quant à la cohésion nationale, je crois que de Boma à Bukavu, le sentiment d'appartenance à la na-

- 1 *Kinshasa. Récits de la ville invisible*. Filip de Boeck et Marie-Françoise Plissart, Editions La Renaissance du Livre.
- 2 Cette analyse, se retrouve notamment dans *Planet of slums*, de l'urbaniste Mike Davis. Publié en français par les Editions La Découverte sous le titre : *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*.
- 3 L'exposition *Kinshasa ville imaginaire* présentée à la Neuvième Biennale d'Architecture de Venise à remporté le Lion d'Or.



Les artistes du collectif Eza Possibles interviennent régulièrement dans la ville pour interpeller les passants. | © Ezapossibles

Qui fait la ville ?

Alphanie Mwavita

Commerçante à Butembo, elle fait son marché en Chine

« À 12 ans, j'étais orpheline de père et j'aidais ma mère à vendre des bananes et des arachides grillées » raconte Alphanie Mwavita, l'une des commerçantes les plus en vue de Butembo. Il est loin le temps de la petite vendeuse d'autrefois. Dans la galerie GTB, belle vitrine du centre-ville, Alphanie tient un grand magasin de vêtements, de chaussures, de parfums et de sacs pour dames... Des produits directement importés de Chine, le nouveau marché qui attire les commerçants du pays. « C'est un vrai plaisir de voyager, Je me crée des connaissances, surtout dans les affaires. J'aime partir à l'assaut de l'inconnu. » Cette native de Bukavu (chef-lieu du Sud-Kivu) a connu des fortunes diverses avant de s'installer, il y a douze ans, à Butembo, la ville des grands commerçants Nande, l'un des peuples du Nord-Kivu réputé en affaires. « Je vivais avec mon mari à Matadi, au Bas-Congo. Après sa mort, je suis rentrée à Bukavu où j'ai ouvert un restaurant qui n'a pas marché... mais je ne me suis pas découragée. Des femmes m'ont parlé des affaires qui marchaient bien à Butembo. J'ai décidé d'y tenter ma chance. Au début, j'ai eu des difficultés d'intégration. Puis j'ai trouvé une filière qui m'a ouvert les frontières : la vente de vêtements et de produits de beauté pour femmes. J'ai alors commencé à faire des navettes d'abord entre Butembo et Kampala, puis vers Hong Kong, Dubaï et ensuite la Chine. Les voyages durent de 15 à 20 jours. Je fais convoyer mes marchandises par conteneur jusqu'au port de Mombassa, au Kenya. C'est facile de les faire venir de là. » Mais les dernières années de guerre ont éprouvé ses affaires. « Avant je faisais l'Asie cinq fois l'année. Maintenant je ne voyage plus que 3 à 2 fois. L'insécurité, ajoutée aux taxes sont de vrais problèmes. Ils m'empêchent de dormir ! » Alphanie donne pourtant l'impression de tenir ses affaires d'une main de maître.



Toussaint Kaputo Mafulu Bourgmestre de Masina à Kinshasa

« Notre objectif est à la fois modeste et vital. Il faut aider Masina à se doter d'un service d'état-civil et de population capable de répondre aux exigences de nos administrés. » Il ajoute : « Ensuite, l'assainissement

de Masina, qui souffre d'insalubrité est ma première mission. » Ces propos du bourgmestre de Masina, commune populeuse et pauvre de l'Est de Kinshasa, constituent son bréviaire. « Toussaint », comme le nomment simplement les « Chinois » (surnom des habitants de Masina), est un homme qui ne lâche pas facilement sa prise.



« J'ai été le premier bourgmestre de Kinshasa à engager des employés pour nettoyer les abords

du boulevard Lumumba, pour donner à ma commune un visage agréable. Masina est une jeune commune, où il y a plus à faire qu'ailleurs », Toussaint Kaputo a installé des poubelles pour assainir sa juridiction. « Avant que je prenne les commandes à Masina, il y avait des immondices partout le long des principales artères. La commune avait l'air d'une décharge à ciel ouvert. La puanteur était partout, mais aujourd'hui, vous pouvez y circuler sans devoir vous boucher le nez ».

Grâce à ces initiatives, Toussaint est un bourgmestre respecté à Kinshasa. Mais, malgré le succès de certaines de ses actions notamment l'appel au mariage civil, il veut garder les pieds sur terre. « Toutes ces initiatives, je les imagine uniquement pour servir », déclare cet avocat aujourd'hui dans la sphère politique.



**Marie-Thérèse
Tshisako Mutola Kazadi**
Maire de Mbuji-Mayi

“**M**on rôle est d’œuvrer pour le développement de Mbuji-Mayi, d’assurer la sécurité de la population et de ses biens. Et comme cette responsabilité demande beaucoup d’énergie, je m’y attèle chaque jour avec dévotion.» Maire de Mbuji-Mayi, Marie-Thérèse Tshisako Mutola fait face à une multitude de problèmes: assainissement, érosions, manque d’eau potable et d’électricité... Mais le préalable selon elle c’est «la paix sans laquelle on ne peut pas avancer».

«L’assainissement de Mbuji-Mayi constitue un vrai casse-tête. Mais j’encourage la base. J’ai œuvré pour la mise en place des brigades d’assainissement dans les cinq communes de la ville et la constitution de comités d’initiatives dans chaque quartier. Nous avons décrété le travail collectif appelé “Salongo”. Chaque samedi, la circulation est bloquée et les chefs de quartier invitent la population à nettoyer leur milieu. Mais je rencontre d’énormes difficultés. Par manque de moyens, nous sommes souvent impuissants face à la situation.» Elle pense que les habitants n’ont pas de culture fiscale. «Ils ne sont pas prêts à payer les taxes qui nous permettraient de résoudre ces problèmes».

Dans une ville longtemps dépendante du diamant où le taux de chômage avoisine les 70 %, Marie-Thérèse Tshisako voudrait ramener les gens au travail de la terre. «J’ai instruit les services compétents de la mairie afin d’accorder des terres arables à la population. J’ai insisté pour que chaque habitant de Mbuji-Mayi reçoive au moins un champ».

Marcel Tshika

Chef de l’Office de Voirie et Drainage à Mbuji-Mayi

L’évocation du nom de Marcel Tshika force le respect à Mbuji-Mayi. Chef de bureau de l’Office de Voirie et Drainage (OVD) dans la ville, il reste un homme modeste. Assis sous un arbre devant le conteneur qui lui sert de bureau, il n’arrête de se demander comment sauver la ville des ravins et des érosions qui la menacent. «Le danger vient de la forte progression qu’a connue Mbuji-Mayi, sans que des ouvrages de voirie appropriés ne l’accompagnent. Le sol de la ville est constitué à 85 % de sable et à 15 % d’argile. La construction de caniveaux et de collecteurs à travers tout Mbuji-Mayi est une nécessité absolue pour sauver la ville».

Mais comment y parvenir, sans l’adhésion des habitants ? Là où les érosions menaçaient de tout emporter, il a dû convaincre les gens de céder une partie de leur parcelle pour construire des caniveaux.



«J’ai dû aller au-delà de mes prérogatives. J’ai d’abord tenté la conciliation, car je devais faire accepter aux gens l’idée de concéder leur terrain sans contrepartie financière. J’ai fait du porte-à-porte et j’ai expliqué à la radio l’intérêt pour les gens d’accepter pareille proposition, quand leur quartier est menacé de disparaître. Et j’ai convaincu beaucoup de monde.»

Marcel Tshika ne manque pas de projets pour sortir Mbuji-Mayi du danger des érosions. «J’ai proposé un plan herculéen pour tirer la ville d’affaire. Mais ça demande beaucoup d’argent. Il faudrait selon moi, 45 millions de dollars pour construire l’ensemble des ouvrages, caniveaux et collecteurs, pour contenir les érosions à travers la ville».



Furaha Katungu
Militante des droits de la femme à Butembo

«**A** maintes reprises, il m'a été demandé d'arrêter mes actions pour ne pas y laisser ma vie...» C'est depuis ses études de Droit à l'Université Libre des pays de Grands Lacs de Goma (Nord-Kivu), que Mme Furaha Katungu se sent l'âme d'une militante des droits de l'Homme, particulièrement des droits de la Femme. «C'est sur les bancs de l'université, que j'ai créé en 1996, avec d'autres étudiantes, l'Association de défense des droits de la femme à Goma. A l'époque, la plupart des initiatives de promotion de la femme qui naissaient s'occupaient seulement du social et du développement. Nous avons remarqué qu'il manquait l'aspect juridique. J'ai constaté que dans nos sociétés, la femme a longtemps été considérée comme un être inférieur. J'ai donc voulu m'engager dans la lutte contre les pratiques subies par les femmes battues, violées, maltraitées, discriminées. J'ai pensé qu'il fallait sortir les femmes congolaises de l'ignorance».

Pendant six ans, elle milite pour cette cause à Goma. En 2002, l'éruption volcanique du Nyiragongo détruit une partie de la ville. «Je me suis retrouvée à Butembo avec d'autres amies. Nous avons décidé de continuer la lutte. Nous organisons des séminaires sur les droits de la femme ou encore des émissions à la radio sur les violences sexuelles. Nous faisons aussi des plaidoiries pour les femmes violées. J'assiste les plus démunies en justice et cela de manière gratuite. J'ai la volonté de contribuer à l'amélioration des conditions de la femme dans un pays où tout a été permis pendant une certaine époque, Mais c'est difficile parce nous vivons dans un environnement d'après-guerre. Le fait d'être femme ne nous facilite pas la tâche surtout quand il faut rappeler aux autorités leur devoir de protection de la femme.» Parfois, elle est menacée quand elle défend les femmes victimes de viol. «Ce sont des intimidations. Mais ça ne me fait jamais peur parce que je suis déterminée à agir».



Angèle Ntumba
Maman de Kanku,
petit creuseur de diamant
à Mbuji-Mayi

Debout devant sa table remplie de victuailles, grillant des bananes, Angèle Ntumba est amère. «Si Kanku, mon fils de 13 ans qui travaille dans une mine de diamant était assez grand pour ne pas se laisser exploiter, je ne serais pas là entrain de vendre de la soupe de chèvre. Dans les mines, nos enfants sont utilisés comme du bétail. Ils travaillent beaucoup mais ne gagnent pas assez. Ce sont les adultes qui tirent profit de leurs efforts», déplore cette veuve, qui a perdu son mari il y a cinq ans. «Un jour, mon fils m'a expliqué que grâce à leur agilité, les petits creuseurs étaient meilleurs que les adultes pour trouver les diamants. Pourtant au moment du partage, les enfants ne récoltent que des miettes».

Angèle peut décrier le sort des enfants qui, comme son fils, travaillent à Matempu, une mine située à 15 km de Mbuji-Mayi. «Pour une pierre qui peut valoir 200 \$, les enfants gagnent à peine de quoi s'acheter un plat de losa (haricots mélangés avec du riz), Ils sont traités comme des esclaves.»

Pourtant malgré l'exploitation de son enfant, elle reconnaît son apport pour le bien-être familial. «C'est quand même grâce à l'argent rapporté par mon fils que j'ai pu constituer ce petit fonds de commerce, Il a trouvé un jour un diamant blanc que son oncle a vendu. Sauf que ce dernier ne m'a remis que 50 \$ et le petit n'a eu droit qu'à quelques vêtements. S'il était grand, il se serait fait beaucoup plus. En fait, il travaille pour enrichir certains adultes qui dans les mines se comportent en tyrans vis-à-vis des enfants.» Si Angèle tire quelques profits du travail de son fils, d'autres mères sont loin d'y trouver leurs comptes. «Il y en a, qui ne voient pas leurs enfants parce que ceux-ci ne sortent jamais des camps qui entourent les mines».

Eza possibles

Quand l'art descend dans la rue

EST-IL POSSIBLE DE SECOUER
L'ART CONTEMPORAIN À KINSHASA?
LE FAIRE DESCENDRE DANS LA RUE,
DANS LA VIE, DANS LA RÉALITÉ DES
KINOIS... RIEN QUE CELA!
ET POURQUOI PAS ?

Kennedy DINANGA

Scénographies urbaines. | © Eza possibles

Eza possibles (c'est possible en français) est un collectif de six artistes plasticiens issus de l'Académie des Beaux Arts de Kinshasa. Loin des canons académiques, ils posent des actes artistiques dans "cette ville qui à elle toute seule est déjà une performance". Parmi leurs actes, citons les happening autour des élections en février 2006, Kinshasa Wenze Wenze (wenze = petit marché en lingala, Kinshasa bric-à-brac), première exposition "contempo" à l'ABA ou comment faire de l'art avec des ordures.

L'idée de Kinshasa Wenze Wenze était de récupérer la ferraille et en particulier les carcasses

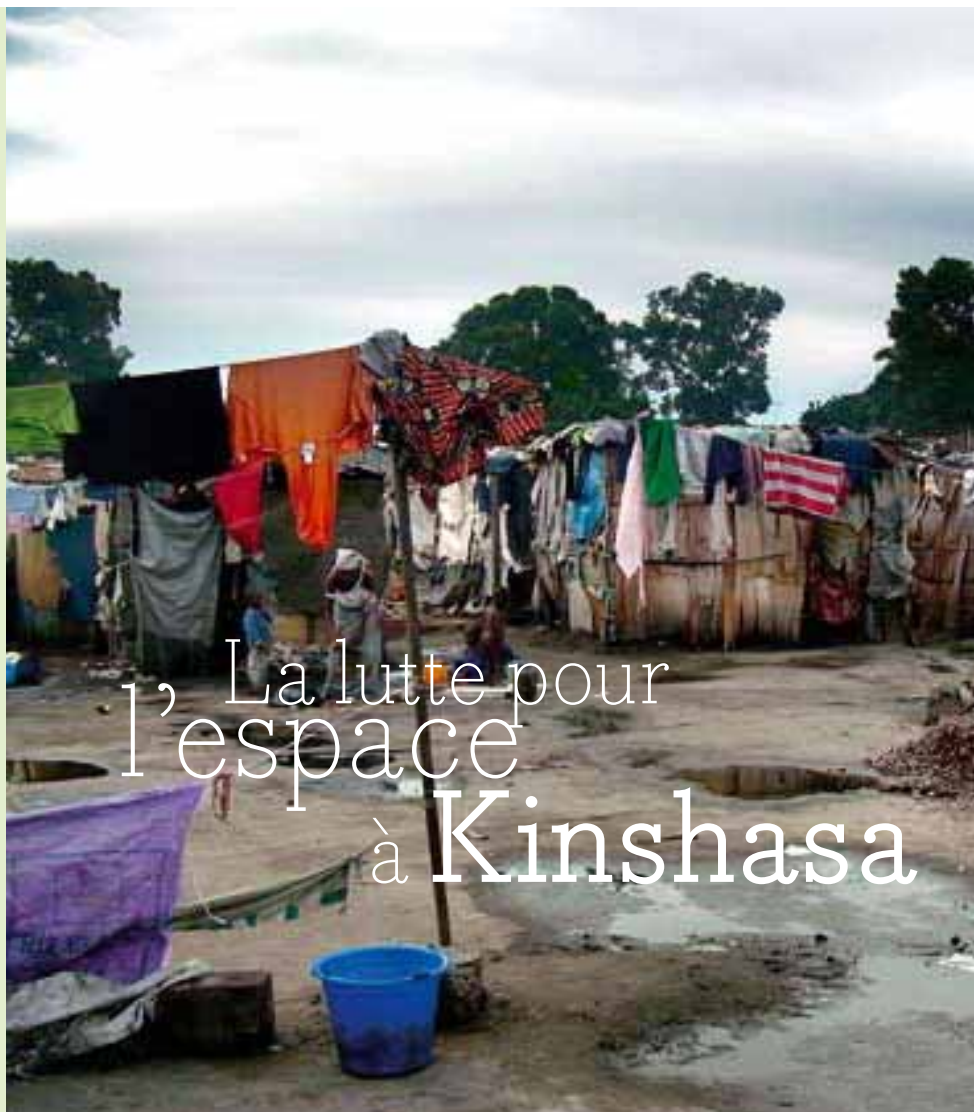
de voiture qui encombrant la ville, d'aller dans les parcelles, les racheter aux habitants, pour les transporter sur l'esplanade de l'Académie des Beaux Arts, et en faire des sculptures. Interroger ainsi le désordre de la vie, l'individualisme, qu'à Kin on appelle "effort personnel", la nécessité pour chacun de se battre... Installé dans la commune de Lingwala, un quartier populaire de la ville, le collectif dispose d'une résidence ouverte à tous, où artistes et citoyens peuvent se rencontrer, échanger, créer, etc. Alors oui, l'art contemporain dans les rues de Kinshasa et dans la vie des kinois eza possible ! ■



LA CAPITALE CONGOLAISE CONNAÎT UNE CRISE DE LOGEMENT QUI POUSSE LES PLUS DÉMUNIS À HABITER DES BIDONVILLES OU À VIVRE DANS DES QUARTIERS MAL DESSERVIS DE LA PÉRIPHÉRIE CEUX-CI SONT DE PLUS EN PLUS CONVOITÉS PAR LES RICHES.

Mohamed MBOYO EY'EKULA

Des rangées de cabanes en bois comme en tôle alignées sur une pente raide. Des eaux de ruissellement qui, comme des fourmis, creusent des sillons sur la terre et une abondante végétation qui sert de nid aux moustiques. Le quartier Dipiya, situé dans un bas-fond de la commune de Bumbu, au sud-ouest de Kinshasa, est un trou où se terrent des milliers de foyers. Ici, pas d'eau potable ni d'électricité. A la place des rues, de petits sentiers traversent pêle-mêle les "domiciles" des habitants, de véritables taudis. «C'est difficile de vivre ici. Mais à cause de la crise du logement



1, La lutte pour l'espace à Kinshasa



à Kinshasa, nous n'avons pas de choix...», explique Jean-Baptiste Luembe, qui a dû vendre son petit terrain de l'UPN, sous la pression des nantis.

A Limete, commune résidentielle et industrielle du centre ville, le contraste est saisissant. A la Funa, près de l'aérodrome de Ndolo surgissent de terre des villas riches, Pakadjuma, un quartier sorti de nulle part. Des populations venues de provinces fuyant la guerre, incapables de se payer un logement vivent ici, dans des cabanes en multiplexe ou en carton le long de la voie ferrée. Elles vivent sans eau ni électricité. «Pour faire nos besoins, nous allons dans la brousse», raconte Marie-Louise Bolumbu, qui partage une cabane de 3 m² avec trois autres femmes.

Quartier Kosovo, vue de l'extérieur. | © Mboyo Ey'Ekula

Ces ghettos qui se multiplient dans la ville sont la conséquence de la crise du logement à Kinshasa. L'absence d'une politique en la matière et la surenchère entretenue sur les prix des rares loyers poussent les plus pauvres vers la périphérie. Dans les communes au cœur de la capitale, les loyers ont explosé ces dix dernières années. A la Gombe, commune huppée, le prix d'un appartement de quatre pièces est passé de 300 \$ en moyenne à plus de 1000 \$/mois, depuis l'arrivée des Casques bleus de la Monuc. Les nationaux aux revenus moyens qui y habitaient ont été contraints d'aller chercher ailleurs, plus loin à la "cité"...

Rareté et surenchère

L'effet boomerang se fait ressentir partout, à la cité comme dans les excroissances de Kinshasa. Jacques Mbala témoigne que chez lui, à Bumbu, le prix d'un simple studio qui



Quartier Kosovo, vue de l'intérieur. | © Mboyo Ey Ekula

immobilière *Dieu merci*. «Là-bas, un lopin de terre le long de la route qui va vers le Bandundu s'achetait 1000 \$ environ dans les années 90. Il faut aujourd'hui compter entre 13 000 et 15 000 \$», indique Sylvain.

Plus loin que Mikondo, à Badara, un quartier nouvellement loti ; c'est l'explosion. Les nouveaux riches qui ne peuvent pas racheter de maisons en ville s'y ruent. Ce qui fait les affaires de petits possédants d'avant, comme Benjamin Nzomamba, qui revendent avec empressement plus cher leurs parcelles. *En 2007, j'avais acheté trois terrains 460 \$ chacun, dit-il. En mars 2007, j'en ai vendu un seul à 2000 \$.* Même effervescence à Ndjoku, un autre quartier proche.

Les riches chassent les pauvres

Pour Jean-Marie Lubaki, sociologue, si cette situation continue, les pauvres vont petit à petit être rejetés en dehors de la ville, dans les provinces voisines de Bandundu et du Bas-Congo. «L'expansion est fulgurante, fait-il observer, et l'espace se rétrécit de jour en jour, rendant les conditions de logement des moins nantis plus difficiles en ville.»

La périphérie de Kinshasa qui se construit en dehors de toute planification doit-elle continuer à grandir ainsi ? Jean-Marie Lubaki pense qu'il faut des mesures appropriées pour revoir l'aménagement urbain de Kinshasa. «A l'allure où vont les choses, la capitale congolaise risque de devenir un foyer de tensions liées au partage de l'espace», affirme-t-il. A Kinkole 2, l'expropriation d'un lotissement attribué aux sinistrés des inondations de 1999 pose déjà problème avec de nombreux acquéreurs de terrain. «L'affaire est entre les mains de la Justice», informe Stany Imbula, secrétaire général de Recosik, un regroupement des comités de base des sinistrés de Kinshasa. ■

Kosovo

Quartier des sinistrés oubliés

Le quartier Kosovo à Kinshasa, vous connaissez ? *Non, aucune idée*, s'entend-on dire comme un refrain. Pourtant, Kosovo existe bel et bien et a une histoire dans la capitale congolaise. *Ce n'est pas vraiment un quartier*, révèle Florentin Elela, son "président". *C'est plutôt le lieu de regroupement des sinistrés des inondations qui avaient endeuillé le quartier Kingabwa en 1999.*

Cet endroit auquel on a donné le nom de l'ex-territoire de l'ancienne Yougoslavie, devenu République en février 2008, représente en fait l'ensemble des sites de trois entreprises tombées en faillite (Sokitra, Ngole et Shaan). Leurs installations avaient été réquisitionnées par l'ancien ministre de l'Intérieur, Théophile Mbemba, pour recaser les victimes des inondations de 1999.

Ces sites se trouvent dans le quartier Madrandele dans la communauté de Limete. Isolés par un enclos long de 300 m, on y accède par un grand portail rouge. A l'intérieur, c'est un monde à part qui mène sa petite vie. Des cabanes de 5 m² abritent un peu plus de 200 familles. Toutes vivent de la débrouille : petites échoppes, potagers qu'on aperçoit ça et là... *Avant, nous vivions dans le grand entrepôt de la Sokitra. Mais celui-ci a été emporté par un incendie qui a fait une dizaine de victimes. C'est pour cela que nous avons construit les cabanes que vous voyez...*, explique Florentin. Il ajoute que les autorités qui les ont pourtant placés là, les ont oubliés. Les sites avaient, en effet, été choisis afin de servir d'abris transitoires aux sinistrés. *Mais le gouvernement n'a pas tenu ses promesses. Ils nous avaient promis un relogement dans un bref délai, en nous assurant qu'un lotissement avait déjà été viabilisé. Des Sud-Africains allaient même construire une cité moderne. Nous n'avons rien vu venir...* explique avec regret Esther Ngalumulume, la secrétaire du site Ngole.

En 2003, le lotissement, Kinkole 2 leur a été attribué. *Lors de la distribution officielle des terrains, peu de gens parmi les sinistrés ont obtenu une parcelle. Le reste, la grande majorité n'a rien eu, parce que des hommes puissants se sont arrangés pour nous exproprier, raconte Florentin. Et lorsque nous avons réalisé cela, nous avons aussitôt saisi la justice pour récupérer nos droits.*

En attendant que la justice se prononce, neuf ans après le drame et leur installation à Kosovo, ces sinistrés attendent toujours un logement décent. *Aujourd'hui, même au gouvernement de la ville, ils ont oublié notre existence... Pourtant ils savent très bien que Kosovo existe, déplore un sinistré.*

s'élevait à 4 \$ est passé à 12 \$ en l'espace de trois ans. Dans les communes les plus anciennes, un logement de trois pièces (2 chambres et 1 salon) varie de 50 à 70 \$, et les prix sont majorés en fonction du coût d'un sac de ciment. A Mikonga, quartier périphérique, à la sortie Est de Kinshasa, même les petits propriétaires tirent profit de la situation. «Le loyer était donné ici car les gens ne voulaient pas y habiter. Mais maintenant, il y a de plus en plus de monde et les prix ont pris l'ascenseur», explique Alphonse Bosenge, qui a vu en 15 ans le loyer de sa maison de cinq pièces passer de 3 à 35 \$. La pression et la lutte pour l'occupation de l'espace sont ainsi de plus en plus fortes dans les quartiers périphériques de la ville. Situé à une vingtaine de kilomètres du centre-ville, Mikondo est particulièrement disputé. «La forte demande de parcelles et de maisons à louer fait flamber les prix ici», déclare Sylvain Bieme, de l'agence

SANTÉ PUBLIQUE À KINSHASA : le vrai défi, c'est de travailler ensemble



Enfants des rues dans un centre d'hébergement de nuit tenu par les Salésiens de Don Bosco à Lubumbashi. Les enfants reçoivent ici de l'aide et des opportunités de réintégration dans la société, via l'école.

© Tim Dirven

LA CAPITALE DU CONGO N'EST PAS UNE MÉGALOPOLE
COMME LES AUTRES. LES ANNÉES DE GUERRE ONT CONDUIT
DES MILLIERS DE RURAUX VERS LA VILLE, AGGRAVANT
LES PROBLÈMES DE PAUVRETÉ,
DE PRÉCARITÉ
ET DE SANTÉ PUBLIQUE.

.....

Pascal LAVIOLETTE

Entretien avec Wolfhard HAMMER

Mr Wolfhard Hammer a longtemps travaillé au Congo. Aujourd'hui, il est responsable à la GTZ (coopération allemande) des suivis professionnels et techniques des projets de santé en Afrique et en Asie.

Quels sont les enjeux spécifiques aux villes en matière de santé publique ?

Une question spécifique concerne l'offre. Les intervenants dans le secteur de la santé sont nombreux ; il y a les intervenants privés, formels ou informels. Vous y trouvez aussi tous les niveaux de services : de base, intermédiaires et de pointe. En milieu rural, l'offre est plus limitée et propose moins d'intervenants.

L'autre caractéristique, souvent sous-estimée, concerne les conditions de vie dans les villes pauvres où, beaucoup plus encore qu'en milieu rural, la survie est un enjeu quotidien. Comme tout se paye, il faut trouver de l'argent. Même pour manger. Un paysan qui vit de la subsis-

Enfants des rues dans un centre d'hébergement de nuit tenu par les Salésiens de Don Bosco à Lubumbashi. Les enfants reçoivent ici de l'aide et des opportunités de réintégration dans la société, via l'école.. | © Tim Dirven

tance n'a pas la même pression. Les conditions sociales y sont aussi particulières. Le réseau de solidarité est moins fiable qu'en milieu rural. Si quelqu'un tombe malade, c'est plus difficile pour lui de mobiliser les ressources pour être soigné.

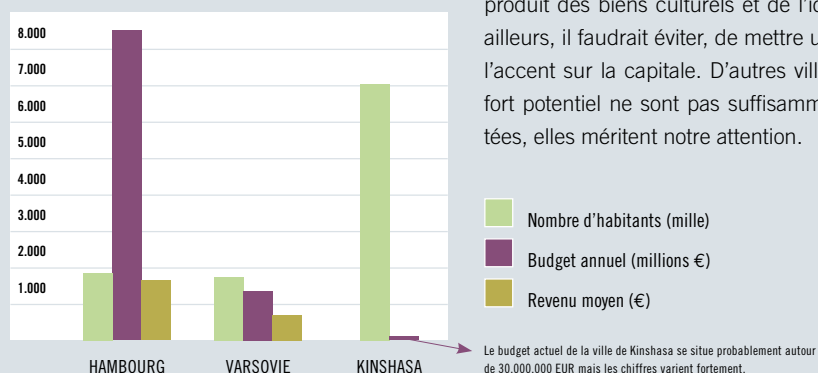
Enfin, l'environnement urbain provoque des problèmes de santé inconnus en milieu rural comme la pollution de l'air à cause de la densité de circulation. Ou encore la pollution industrielle, avec des industries souvent proches des villes et des normes beaucoup trop basses. Les décharges ne sont pas contrôlées et parfois les plus pauvres s'y installent pour récupérer des déchets.



Il y a tellement de différences que les “recettes” de santé, les approches et les procédures utilisées en milieu rural ne s’appliquent pas automatiquement à la ville. Il faut réfléchir d’une autre façon.

Pourquoi comparer la situation de Kinshasa à celle de villes occidentales ?

Depuis quelques années, j’aime savoir ce que cela coûte quand on discute de coopération technique, d’approches, etc. Rarement on affiche le prix. Or il faut une orientation globale sur le budget des villes pour bien comprendre (voir le tableau ci-dessous). Hambourg, ville très riche d’environ deux millions d’habitants, dépense pour son développement à peu près un quart des revenus de sa population (8 milliards d’euros par an). De taille comparable, Varsovie, ville pauvre pour l’Europe, dépense environ 10 % des revenus de ses habitants (1 milliard d’euros). Kinshasa, elle, même si je suis moins précis car les données manquent de transparence, consacre moins de 1 % à son développement. On voit très bien pour Kinshasa, qui ne peut probablement même pas mobiliser 100 millions d’euros pour 8 millions d’habitants, que ça ne peut pas fonctionner correctement avec les ressources actuelles. On se dit finalement qu’on est incapable d’agir de manière significative. Sauf si tous les intervenants se mettent ensemble. C’est mon message. Soit, on travaille ensemble avec un impact réel. Soit, on choisit des sujets isolés avec une valeur politique, comme la santé sexuelle ou la santé des jeunes, tout en se disant qu’on ne peut pas guérir toute la ville mais qu’on peut au moins cibler un groupe précis. Les deux options sont valables, mais le vrai défi, c’est la première.



Investir pour connaître, comprendre pour agir

Selon le professeur Hammer, les décideurs manquent cruellement d’informations. Il importe dès lors d’investir dans la connaissance de la ville. L’expertise actuelle repose essentiellement sur des “savoirs consensuels”, autant en termes de risques (haute densité de la population, ségrégation, perte d’autonomie de l’individu, concentration des polluants, etc.) que de souffrances (chômage, faim, eaux impropres, logement précaire, etc.). Certains maux concernent autant les populations urbaines du Nord que celles du Sud : accidents de la circulation, agressions, impacts de l’environnement pollué et “maladies de la civilisation” (hypertension artérielle, obésité, cancer, diabète, etc.).

Mais ce qui est plus ou moins vrai partout, est-il pertinent et prioritaire partout ? se demande le professeur Hammer. Le plan quinquennal du développement de la ville de Kinshasa 2007-2012 consacra 5 % de son budget à la santé. Ici encore, les chiffres manquent (base démographique, cadre économique, pouvoir d’achat, etc.). Faute de statistiques, le cadre macroéconomique de Kinshasa n’a jamais été élaboré.

Si les savoirs consensuels, basés sur le bon sens et des expériences limitées, permettent de travailler sans risquer de grandes erreurs, ils ne permettent pas d’agir avec pertinence et de répondre à des besoins spécifiques.

Ensemble, c’est-à-dire ?

Les intervenants bilatéraux et multilatéraux. Dans la santé, on développe maintenant dans quelques pays d’Afrique des SWAP (Sector Wide Approach) : le pays partenaire élabore un plan sectoriel complet et tous les acteurs interviennent en fonction de ce plan, parfois jusqu’à l’établissement du budget. J’imagine bien une approche de ce genre pour la ville. C’est aussi un secteur en soi. Naturellement, je vois surgir un problème : un gouvernement national ne voudra pas qu’une ville, même, la capitale, engage ce genre de partenariat en son propre nom. Néanmoins, à mon sens, l’acteur principal doit rester la ville.

Êtes-vous optimiste ou pessimiste quant à la gestion du développement urbain ?

Il ne faut pas être obnubilé par l’idéologie du monde rural. C’est un fantasme du passé. Même aujourd’hui, la ville de Kinshasa a pour les gens qui y vivent et pour toute la nation, une valeur énorme parce qu’elle représente une concentration de la nationalité congolaise. Kinshasa, produit des biens culturels et de l’identité. Par ailleurs, il faudrait éviter, de mettre uniquement l’accent sur la capitale. D’autres villes avec un fort potentiel ne sont pas suffisamment exploitées, elles méritent notre attention.

Santé urbaine et médecine traditionnelle

Médecin, le professeur Hammer pose un regard nuancé sur la question de la médecine traditionnelle en milieu urbain : « Il y a deux aspects contradictoires. Je sais qu’il y a des pratiques qui peuvent être dangereuses.

Dans un processus de modernisation, tout en reconnaissant la valeur de certaines pratiques, il faut arriver à éliminer, à endiguer celles qui sont nocives.

J’ai opéré moi-même des enfants auxquels on avait donné un remède qui finalement bloquait les intestins en formant une espèce de caoutchouc. À l’inverse, un collaborateur diabétique parti sans son traitement moderne et sans insuline fut remis en assez bon état grâce à des plantes reçues chez un guérisseur.

Il existe quelque chose d’impossible à mesurer sous forme chimique, c’est la guérison par la confiance et l’optimisme. Il s’agit d’un rétablissement produit par la relation entre le guérisseur et le malade.

En médecine moderne on appelle ça “l’effet placebo”. Les risques ou les inconnues ne doivent pas nous amener à diaboliser la médecine traditionnelle comme cela se faisait dans les années 50 et 60. Et puis, la part d’identité culturelle liée à ces pratiques n’est pas à négliger. Au Malawi, une association de guérisseurs traditionnels, reconnue par le Ministère de la Santé est entrée dans un processus d’échanges d’expériences.

Je trouve que c’est une bonne voie. »

Sexe, notes et IST¹ à l'UNIKIN

SUR LE CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE KINSHASA, PERSONNE NE SEMBLE
CONSCIENT DES DANGERS DES IST ET DU SIDA,
QUI ONT TROUVÉ LÀ UN MILIEU DE PROPAGATION IDÉAL.

.....
Didier KEBONGO

Sur une pancarte à l'entrée du "Centre des jeunes Coulibaly Sidiki", sur le campus de l'Université de Kinshasa (Unikin), se trouve l'inscription «Non à la sexualité irresponsable. Un bon étudiant pense avant tout à ses études et à son avenir.» Mais, quand on se promène sur ce qu'on appelait hier "La colline inspirée" et qu'on échange avec le beau monde qui la fréquente, étudiants, enseignants, agents administratifs, on a froid dans le dos. Ici le sexe n'est pas un tabou. Certains affirment sans hésitations que «sur le campus, la proportion est de deux à trois relations sexuelles par seconde...»

Le site universitaire brasse une population de près de 46000 personnes : soit 24000 étudiants de l'Unikin (55,9 % des garçons et 44,1 % des

filles), 10000 étudiants de l'Istem (Institut supérieur des techniques médicales, 80 % des filles), 6000 élèves du Groupe scolaire Mont-Amba, 200 élèves de l' Institut technique médical/Mont-Amba et près de 6000 travailleurs dont les enseignants. On se retrouve, dans ce milieu pourtant réservé à l'élite, en face d'un melting-pot qui ne semble pas conscient du danger des relations sexuelles non protégées, notamment la transmission des maladies liées aux IST (Infections Sexuellement Transmissibles) et au virus du Sida (VIH).

Obligées d'accepter des choses...

Arrivée en fin parcours à la faculté de Droit, Noélla, 35 ans, se dit soulagée d'en finir avec

les études. «Pour faire face à de nombreux besoins, certains étudiants sont poussés à faire des choses pas toujours correctes...», confie-t-elle. Parmi ces choses, il y a les fameux PST, les "Points sexuellement transmissibles". Il s'agit d'une pratique courante qui consiste, pour les filles, à céder leurs charmes aux professeurs pour obtenir de bonnes notes en retour. «C'est une réalité à l'Université», affirme un membre du corps professoral, qui explique que l'initiative ne vient pas toujours de l'enseignant.

Pour un autre professeur, ce commerce "sexenotes", constitue une sorte "d'accord tacite gagnant - gagnant, qui arrange tout le monde". Il explique «quand un étudiant ou une étudiante donne de l'argent à l'enseignant pour bénéficier de bonnes notes, il finit par le raconter à ses amis. Mais quand elle [l'étudiante] vend son corps, elle garde le secret.»

Les filles sont peu bavardes sur ce sujet. Vivant au home des étudiantes depuis son arrivée à l'Unikin, il y a trois ans, Carmel reste réservée sur le phénomène des "PST". «Les études sont très dures, avoue-t-elle, et vivre au home sans ressources l'est davantage. La tentation de faire l'une ou l'autre chose contre la morale est grande.» Dans un contexte socio-économique délétère, tout est donc possible pour les étudiants, tant leurs problèmes sont multiples : paiement des frais académiques (minerval), achat des syllabus, restauration, transport... Tout cela devant, à tout prix, se couronner par la réus-



site. Anciens comme nouveaux, les étudiants se retrouvent souvent sans défense devant les maîtres du savoir, qui semblent, pour leur part, utiliser sans trop d'états d'âmes leur position dominante.

Educatrice au projet SRAJ, Ingrid Moutyla explique que les "PST" constituent une expression de violence et de domination masculine grave sur le campus de l'université de Kinshasa. «Quand une étudiante passe son examen, à la publication des résultats, si elle ne réussit pas, elle ira voir l'enseignant pour comprendre ce qu'il en est. Celui-ci trouve là une occasion en or pour exiger des faveurs de nature sexuelle. Le comble est que dans la tête des étudiants, ils ne peuvent rien refuser à leurs professeurs qu'ils considèrent comme des dieux sur terre !»

Enquête révélatrice

Une enquête menée en août 2004 et publiée en 2006 par le ministère de la Santé sur les comportements des étudiants révèle que 11,7 % d'étudiants sexuellement actifs, soit 22 % des filles et 5 % des garçons, déclarent que leur premier rapport sexuel à l'université «était forcé et 77,6 % de ces rapports sexuels forcés n'étaient pas protégés.» Danny Mukana, chef des travaux à la faculté des Sciences économiques du projet SRAJ-Unikin, qui a mené cette enquête, indique que cette intense activité sexuelle augmente fortement les risques de transmissions des IST/Sida et des grossesses non désirées qui finissent, souvent, par des avortements clandestins.

Pour étoffer le tableau des pratiques entre hommes et femmes à l'Unikin. Ingrid raconte l'épreuve de la fidélité. «C'est une pratique imposée aux étudiantes par leur partenaire du campus. Ce qui se traduit par des rapports sexuels non voulus, où les filles sont obligées de céder pour prouver qu'elles n'ont personne d'autre en dehors de leur petit copain. Qui du reste, eux, ne se gênent pas, pour multiplier les partenaires !» ■



« La sachétisation » en guise de latrine. I © Simon Tshiamala

Résidences universitaires : des sachets en guise de toilettes !

Dans une université surpeuplée, où les infrastructures de logement restent extrêmement précaires, les étudiants qui logent en résidences font parfois

leurs besoins naturels dans des sachets ou dans la brousse, faute de toilettes salubres en nombre suffisant. Svelte et belle, la silhouette de Naholy contraste, comme la plupart de ses camarades, avec l'insalubrité ambiante du Home Vatican, dont elle est pensionnaire. Quand elle accepte, non sans réserve, de parler du phénomène de "sachétisation" sur le campus de l'Université de Kinshasa, elle répond, visiblement gênée : *Je ne sais pas quand cela a commencé. Mais je l'ai trouvé à mon arrivée au home, en 2003.* Puis, elle explique, avec autant de gêne. *La "sachétisation" consiste à utiliser des sachets dans les chambres pour y déposer les matières fécales qu'on va jeter plus tard dans la brousse environnante... D'autres étudiants vont faire ce même besoin directement en brousse, baptisée ici "Home 40".*

Cette pratique est courante depuis des années dans la plupart des résidences universitaires. Des emballages noirs pour la plupart, jonchent la brousse joutant les homes des étudiants. Par endroit, des nuées de mouches s'envolent là où atterrissent ces fameux sachets contenant les excréments.

Pourtant, les toilettes ne manquent pas. Mais leurs locataires avancent des raisons hygiéniques pour ne pas les fréquenter. *Celles qui recourent aux sachets craignent pour leur santé, car elles trouvent répugnant l'état de nos latrines...*, explique Naholy. L'autre raison invoquée est liée au nombre insuffisant de toilettes et à la promiscuité. *Je vis dans un couloir de 16 chambres avec une moyenne de six filles par chambre, raconte Naholy. Nous n'avons que deux cuves d'une propreté douteuse pour environ 100 personnes. Quand il y a une coupure d'eau pendant deux ou trois jours, que faites-vous à ce moment ?*

Surpeuplement, prolifération des maladies...

Nicole, qui habite le Home 80, confie avoir contracté plusieurs fois des infections des suites des contacts avec des cuves malpropres. *Nous avons écrit l'année passée pour que ces toilettes soient arrangées, mais il n'y a toujours pas de réaction à ce jour. Celles qui choisissent la brousse n'ont pas totalement tort,* affirme cette étudiante.

Une "échevine" (étudiante commise à la propreté des toilettes) au Home 150 condamne pourtant cette pratique, qu'elle trouve "honteuse". *Au lieu d'aller en brousse avec tous les risques, il faut plutôt participer à la propreté des toilettes en achetant mensuellement le jeton qui coûte 200 Fc,* rétorque-t-elle. Cet argent permet d'acheter les désinfectants et d'entretenir un minimum la propreté des lieux.

Le phénomène n'est pas propre aux filles. Les garçons, dont les «latrines sont régulièrement fermées pour des raisons d'entretien», disent "recourir à la brousse pour se soulager" *Les étudiants externes par exemple, où pensez-vous qu'ils vont quand ils doivent déféquer* questionne Gaétan Mutumbo, qui vit depuis plusieurs années sur le campus.

D'une capacité d'accueil de 3000 étudiants, l'Unikin en compte près de 24 000 aujourd'hui, 50 ans après sa création en 1954. Le patrimoine immobilier de l'Université compte 14 résidences pour étudiants d'une capacité totale de 2745 chambres. Selon les autorités académiques, face au déséquilibre entre l'offre et la demande des places, l'Université a dû adopter une *politique souple pour loger un plus grand nombre possible d'étudiants dans les chambres disponibles.* Elles reconnaissent cependant que le surpeuplement des chambres *est l'une des raisons de la détérioration des résidences et de leurs équipements.*

Suite à ce boom démographique, le site connaît, en effet, un sérieux problème d'insalubrité. Spécialiste en santé publique, le Pr Kiyombo Mbela est même formel : *Le site de l'Université de Kinshasa est très contaminé.* Il indique en outre que la prolifération des restaurants sur le campus favorise la propagation des maladies des mains sales, comme l'épidémie de la diarrhée rouge qui a déjà sévi. Pour en sortir, Kiyombo recommande la construction de blocs sanitaires en dehors des homes, mais aussi, «une sensibilisation et une éducation» pour faire prendre conscience des effets de l'insalubrité sur la santé.



Mbuji-Mayi

De l'Eldorado à la cité aux mille trous

TROIS MILLIONS D'ÂMES ENVIRON PEUPLENT MBUJI-MAYI, CE QUI EN FAIT LA SECONDE VILLE DU CONGO DEVANT LUBUMBASHI. A L'INSTAR DE CE STATUT, MÉCONNU, LA CAPITALE DU KASAÏ ORIENTAL SOUFFRE D'UN RÉEL DÉFICIT DE NOTORIÉTÉ. NON SEULEMENT AU-DELÀ DES FRONTIÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, MAIS ÉGALEMENT, DANS UNE MOINDRE MESURE, À L'INTÉRIEUR MÊME DE CELLES-CI.

Frédéric LOORE

Ce faible renom est dû, notamment, à l'isolement relatif de Mbuji-Mayi, qui s'explique en partie par sa grande difficulté d'accès. L'histoire de la mégalopole kasaïenne, au travers de son développement urbain post-colonial, n'en reste pas moins captivante et déroutante. Eldorado de la pierre précieuse hier, elle renvoie aujourd'hui l'image d'une ville rongée par les trous, en raison du ravinement qui transforme son relief en mille-trous.

Mbuji-Mayi est sortie de terre au lendemain de la seconde guerre mondiale. Au stade embryonnaire, elle n'était qu'un bourg minier édifié par la société Forminière (devenue la Minière de Bakwanga – MIBA – en 1961) sur les terres ancestrales du clan Bakwanga appartenant au peuple Luba. Entre 1946 et 1955, seuls les cadres et les ouvriers de l'entreprise y habitaient. Ne pouvant encore prétendre au statut de ville, l'endroit répondait alors au nom de "camp Bakwanga". A partir de 1959, consécutivement aux troubles qui ont accompagné l'accession du Congo à l'indépendance, Bakwanga a connu un afflux massif de réfugiés Baluba, refoulés de l'ouest de la province kasaïenne et du Katanga. De retour dans leur région d'origine bien vite transformée en réduit, les Baluba n'y ont trouvé aucun véritable centre urbain et se sont dès lors entassés par dizaines de milliers aux abords immédiats des maigres infrastructures de l'exploitation minière. En l'espace de quelques années, la zone s'est muée en une énorme agglomération. Devenue Mbuji-Mayi en 1963, la ville s'est développée anarchiquement autour du camp minier originel et de ses dépendances. Progressivement, au mépris de la topographie des lieux, de vastes quartiers populaires ont été érigés à l'emplacement des premiers cantonnements de réfugiés peu à peu urbanisés.

Anatomie d'une urbanisation manquée

Les riches gisements diamantifères de la zone, ont fait de Mbuji-Mayi l'Eldorado du Sud Kasaï. Depuis plus d'un demi-siècle, la MIBA, acteur local majeur, exploite avec plus ou moins de succès le filon de la pierre précieuse, qui continue d'alimenter vaillamment l'économie régionale en souffrance. La société minière a longtemps joué un rôle ambigu : si elle a beaucoup contribué au développement des aménagements urbains et au fonctionnement de services sociaux



Vue du centre ville de Mbuji Mayi | © Ingrid Deloof CTB

et publics ; elle a, en revanche, tenu la ville sous sa dépendance, de façon à protéger son activité et à se prémunir contre la fraude. On l'a vu, par exemple, entre 1966 et 1974, favoriser la confiscation au profit de l'Etat, des constructions en dur. Partant, en dépit des largesses de la MIBA, les citoyens ont nourri de solides inimitiés à son endroit. Ce ressentiment, les autochtones Bakwanga l'ont éprouvé de manière particulièrement aiguë, dès lors qu'ils se sont sentis dépossédés sans contrepartie par l'entreprise de leur terre et des richesses qu'elle renferme.

C'est dans ce contexte difficile que Mbuji-Mayi s'est édifiée. De plus, ces circonstances peu propices à une croissance harmonieuse de la ville, ont été rendues plus défavorables encore par les nombreux conflits fonciers et l'absence de politique d'urbanisme. Les rivalités internes à la société Luba, ainsi que l'application inappropriée en milieu urbain de règles coutumières d'acquisition du sol, sont à l'origine des querelles foncières qui persistent à l'heure actuelle. L'échec de l'urbanisation est, lui, partiellement imputable à l'administration étatique, qui a failli dans sa mise en oeuvre en tolérant, dans un premier temps, que l'habitat se développe de façon totalement désorganisée ; et, dans un second temps, en restructurant les espaces lotis en dépit du bon sens, souvent à l'aveuglette et sans concertation avec la population.

De Tournai, petite ville provinciale belge, à Mikela

Pour compléter le tableau, Mbuji-Mayi est si-

tuée dans une zone très exposée aux dangers de glissements de terrains et d'effondrements karstiques. Véritable "mille-trous" géologique la capitale régionale lutte de surcroît contre le phénomène d'érosion qui amplifie considérablement la menace permanente d'éboulement. Une menace qui ne rebute toutefois pas les "creuseurs" irrésistiblement attirés par le diamant et les espoirs de fortune qu'il suscite. Selon un rapport de novembre 2007 de la Banque mondiale, ils seraient entre 700 000 et un million, souvent très jeunes, à fouiller sans relâche les entrailles du Kasaï à la recherche des précieux cailloux ! Leur présence massive exerce une pression supplémentaire sur la région, en même temps qu'elle accentue les difficultés de vie liées au chaos urbain de Mbuji-Mayi.

Néanmoins, le Professeur Jean-Pierre Tshibangu, chef du service de génie minier à la Faculté Polytechnique de Mons, en Belgique, est d'avis que les problèmes géologiques peuvent être surmontés et, qui plus est, ne constituent pas l'obstacle numéro un au développement homogène de la ville. Ce kasaïen d'origine, initiateur du projet pilote "Mikela" - du nom d'un quartier de Mbuji-Mayi où, depuis 2006, un ambitieux plan d'aménagement destiné à combattre le fléau souterrain est à l'étude - constate : «Le ravinement, les érosions, l'infiltration des eaux de pluie, tout cela est parfaitement gérable grâce à des techniques que nous maîtrisons bien et qui ont déjà été appliquées ailleurs avec succès. A Tournai par exemple, une cité belge, dont la structure est également karstifiée, bâtie

sur des bancs calcaires friables qui menaçaient gravement la stabilité de la cathédrale Notre-Dame. Le groupe d'experts auquel j'appartiens est cependant parvenu à trouver des solutions concrètes. Pour peu que les moyens suivent, il n'y a aucune raison pour que la dynamique que nous tentons de mettre en place à Mikela, n'aboutisse pas elle aussi à la résolution de ces problèmes».

La levée du statut de zone minière

Aux yeux du Pr. Tshibangu, parmi d'autres difficultés que sont la politique d'urbanisme défaillante ou encore l'état déplorable des grandes voies d'accès à la ville, c'est le sous-investissement dans le potentiel économique de Mbuji-Mayi et sa région qui l'empêche de prendre son essor. «Or, ce potentiel est réel», souligne l'universitaire. «Il y a le diamant, bien sûr, à condition que la MIBA modernise son outil de

production. Mais pas seulement. La province est riche d'autres métaux très recherchés, tel le nickel et le vanadium. Malheureusement, les études devant juger de la faisabilité économique d'une éventuelle exploitation industrielle, n'ont jamais été poussées plus avant. D'autre part, on oublie que le Kasaï a été autrefois le grenier du Katanga, c'est dire s'il existe aussi des opportunités de développement agricole».

Ce faible investissement régional tient, selon Jean-Pierre Tshibangu, au statut de zone minière longtemps attribué aux Kasaï oriental et occidental. «Depuis l'époque coloniale, ce statut limite considérablement l'accès aux deux provinces», explique le professeur. «Pour s'y rendre, il faut, outre un visa traditionnel, se munir d'un sauf-conduit dont le prix varie dans une fourchette de 250 à 400 \$ selon le délai de livraison. Pour un opérateur économi-

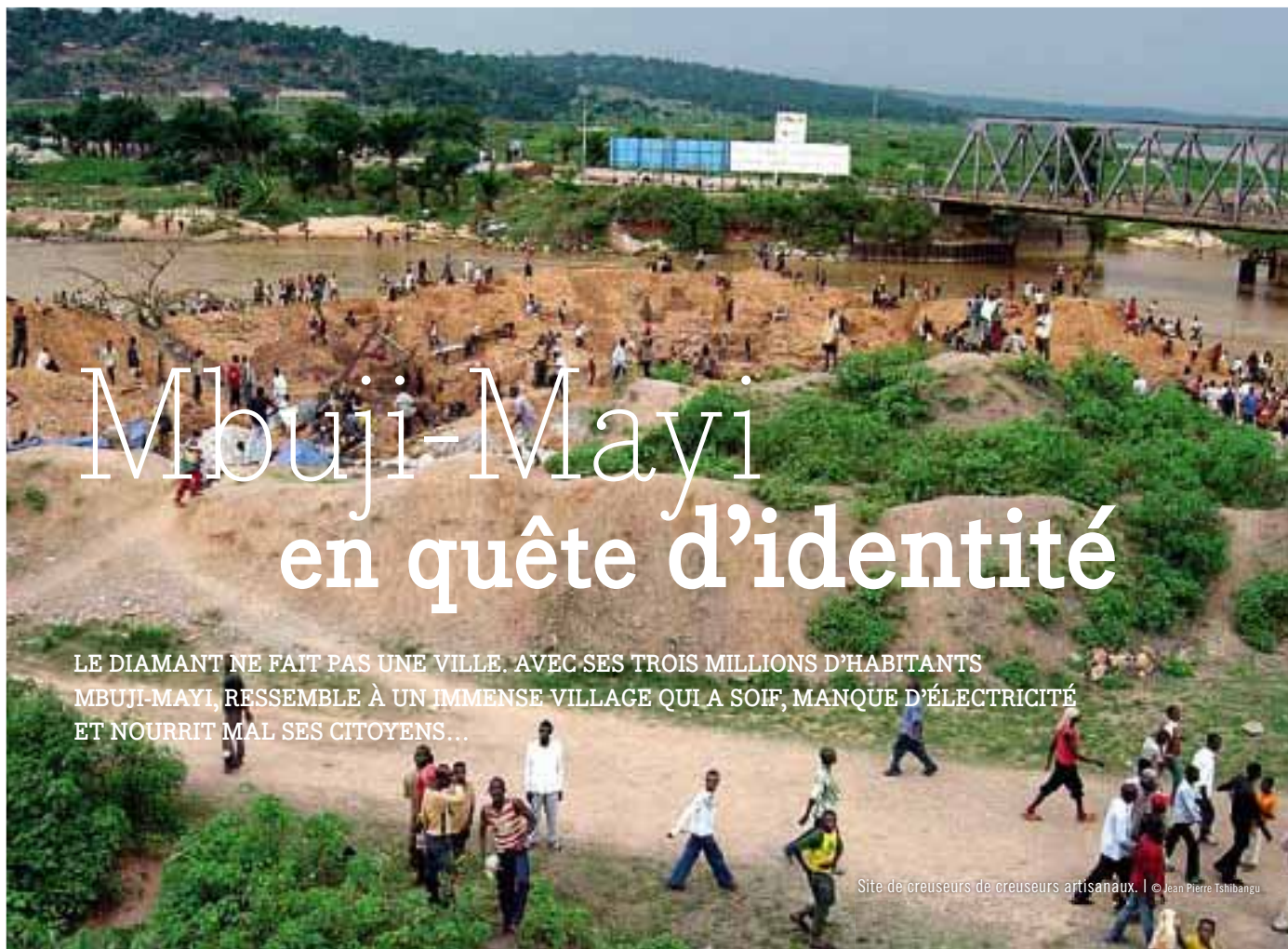
que désireux d'aller y faire de la prospection, ce prix peut même atteindre 2 000 \$! Autant d'argent perçu à Kinshasa, dont ne profitent pas les Kasaïens. Vous comprenez pourquoi les industriels et autres investisseurs potentiels renoncent bien souvent à explorer la région, au profit du Katanga voisin, accessible à l'aide d'un simple visa. En 2007, le Parlement congolais a voté une loi abolissant le statut de zone minière des deux Kasaï. Il semblerait qu'un second vote en ce sens vient d'avoir lieu. Espérons que les choses seront effectivement appliquées sur le terrain. Cette levée est indispensable au déploiement socio-économique de Mbuji-Mayi et de la province».

SOURCES

- Piermay Jean Luc. Naissance et évolution d'une ville post-coloniale : Mbuji-Mayi (Zaire) : acteurs et enjeux fonciers. In : Crousse Bernard (Ed.), Le Bris Emile (Ed.), Le Roy Etienne (Ed.). Espaces disputés en Afrique Noire : pratiques foncières locales. Paris : Karthala, 1986, p. 133-143. (Hommes et Sociétés).



Site d'érosion,
ravin Mikela à Mbuji Mayi. | © CTB



LE DIAMANT NE FAIT PAS UNE VILLE. AVEC SES TROIS MILLIONS D'HABITANTS MBUJI-MAYI, RESSEMBLE À UN IMMENSE VILLAGE QUI A SOIF, MANQUE D'ÉLECTRICITÉ ET NOURRIT MAL SES CITOYENS...

Site de creuseurs de creuseurs artisanaux. | © Jean Pierre Tshibangu

Mohamed Mboyo Ey'ekula

«**A**yez grâce, donnez-moi 200 francs pour acheter à manger, Monsieur.» Lancés par des vieilles femmes ou de petits enfants à la mine triste, ces propos vous accueillent à l'aéroport Bipemba de Mbuji-Mayi. Dès la sortie de l'aéroport, on découvre le premier visage de cette

agglomération de près de 3 millions d'âmes. Ici, les routes sont cisailées et remplies de nids de poule, qu'il faut à chaque fois contourner. Un doigt pointé en direction des pistes rocailleuses qui conduisent vers une zone d'exploitation de diamant, Paul Kabuya, résident du quartier Bakuadianga, se demande si Mbuji-Mayi est réellement une ville. «Ca fait honte, lance-t-il. On n'y compte que deux routes en plus ou moins bon état...»

L'espace fracturé

Mbuji-Mayi est une ville où les habitants regardent où poser le pied, raconte Monique Tshibola, habitante de Mbinza, un quartier périphérique dominé par des maisons en «potopoto» (en argile), ou «maisons biscuits», car prêtes à s'effondrer à la moindre pluie. Le quartier est attaqué par de nombreuses érosions. «Ici, pour gagner la grande route, il faut faire de longs détours pour contourner les trous», prévient Monique. Ainsi, les habitations de ce quartier peuvent se retrouver, en l'espace d'une averse, coupées du reste de la ville. «Les érosions coupent les routes, divisent les quartiers et isolent les gens», affirme cette habitante de Mbinza, où tout le monde vit avec la peur au ventre. Lorsqu'il pleut, circuler en voiture dans ce quartier situé à la sortie Est de la ville peut se révéler dangereux. Sur la route de Mwene Ditu qui le traverse se dresse le ravin Tshomba. Redoutable, il porte le nom d'un cadre de la Miba qui y a laissé sa vie avec deux de ses enfants, entraînés dans le ravin au volant de sa voiture, un jour de pluie. Il ne faut pas se hasarder là-bas quand il pleut..., prévient Monique. Les habitants du quartier proches des têtes d'érosions abandonnent leurs maisons en pareil temps. Il y a eu de nombreux morts ici. Souvent, les gens qui ont des maisons en argile et qui y restent pendant qu'il pleut sont emportés avec leur case, ajoute Monique qui n'a qu'une idée en tête : partir. Aller loin de Mbuji-Mayi pour ne plus avoir peur.

Quand la Miba va mal...

«Le drame, c'est que l'essentiel des activités a toujours reposé sur le diamant», relève Jean Bernard Mutombo, ingénieur en travaux publics. Eau, électricité, emploi, commerce, tout est lié à la Miba. «Quand cette entreprise va bien, Mbuji-Mayi respire. Mais quand elle se porte mal, comme c'est le cas actuellement, la ville va mal», ajoute l'ingénieur. Depuis ces dix dernières années, la Miba (qui employait 5000 personnes) tourne au ralenti. La production, habituellement estimée à six millions de carats par an (700 millions de dollars), aurait chuté à deux millions... «La situation est grave», avoue un cadre, qui redoute la faillite.

Les effets se font ressentir dans tous les secteurs «La nuit, exceptées la ville Miba et les résidences officielles, la ville baigne dans le noir», déplore Célestin Kabeya, un enseignant. Le barrage Tshela, propriété de l'entreprise minière, est supposé alimenter la ville en électricité. Mais à cause de la crise qui frappe la Miba, il tourne au ralenti. Dans certains quartiers, les habitants s'éclairent grâce aux commerçants dotés de puissants générateurs. «Ils vendent l'électricité à qui peut payer», témoigne Alphonse Mpoi,



Lac Monde Arabe un des points d'eau les plus fréquentés de la ville. | © CTB

Le prix de l'eau

Une étude récente faite à Mbuji-Mayi, indique que le prix du bidon de 20 litres d'eau varie de 7FC à 300FC. Avec un coût moyen de 65 FC pour 20L, l'habitant de Mbuji-Mayi paie le m³ 3250 FC, soit 6 usd. A titre de comparaison, à la Gombe, une commune de Kinshasa, où vivent de nombreux nantis, un habitant paiera en moyenne 1 usd/m³, soit 6 fois moins. En Belgique le m³ varie entre 1 et 2 € (soit entre 1,5 usd et 3 usd) mais le pouvoir d'achat est sans commune mesure. En tenant compte du PIB moyen de la RDC, soit 700usd par habitant par an, la population paie un lourd tribut pour accéder à l'eau potable. L'eau de Mbuji- Mayi est certainement l'une des plus cher du pays, même s'il y a pire. Et la qualité de cette eau est loin d'être optimale. Cette étude montre que

78 % des ménages utilisent de l'eau non potable. Il s'agit de puits ou de sources non protégées, d'eau fournie par un vendeur, en bouteille ou encore par camion-citerne. Conséquences directes, la prévalence de maladies liées à l'eau et à une hygiène insuffisante est très élevée, notamment pour la teigne, la gale, l'amibiase, la schistosomiase...

exploitant d'une cabine téléphonique à Dibindi, une commune de la ville.

De l'électricité qui coûte les yeux de la tête : 10 à 15 dollars le raccordement par jour...

L'eau est aussi rare que chère. Elle a cessé de couler depuis des années des robinets de la Régie publique de distribution d'eau (Regideso), qui ne peut faire tourner ses machines faute d'énergie électrique. Là encore, seul le réseau de la Miba alimente en eau une petite portion de privilégiés. Ceux qui s'y ravitaillent font un petit commerce du précieux liquide, selon l'intensité de la pénurie, 300 à 1000 Fc le jerrycane de 10 l. Dans la plupart des quartiers, on ne compte plus que sur les vannes du ciel. «Quand il pleut, nous pouvons au moins faire des provisions d'eau», raconte avec ironie, Alice Mizeka, habitante de la cité.

Equation à plusieurs inconnues

La pluie n'apporte pourtant pas que du bonheur. La moindre pluie érode les terrains, en causant des dégâts énormes. «...c'est pénible d'en parler», déclare, amère, Benoît Ngeleka, dont la maison fût épargnée de l'effondrement grâce à l'ouvrage anti-érosion érigé sur le site Lumumba, à Bipemba. avec l'appui de la CTB. L'avancée des ravins, en même temps qu'ils isolent les quartiers les uns des autres, coupe la ville de l'extérieur. L'une de ces plaies béantes progresse en direction de l'artère reliant la ville à l'aéroport. Une autre plaie menace la route de Mweneditu qui mène au Kasai-Occidental et au Katanga. Cette voie est pourtant vitale pour l'ap-

visionnement en produits de consommation courante et pour les échanges agricoles.

Crise à la Miba, problèmes de desserte en eau et électricité, état délabré des infrastructures de voirie, érosions monstres... Pour cette ville restée dépendante de sa principale ressource extraite du sous-sol, le diamant se fait de plus en plus rare, et c'est la descente aux enfers. «Vivre ici est une équation à plusieurs inconnues. La vie est extrêmement chère...», témoigne Pierre Mukendi. Cet habitant de Tsasasa, un quartier pauvre de la ville, explique que de plus en plus de personnes ne vivent plus que du petit commerce. «Pour ceux qui n'ont pas de revenu fixe, c'est la misère», ajoute-t-il.

Espoir ?

Sur le marché local, les prix s'envolent hors de portée de la bourse des petites gens. Le prix d'un bocal de maïs, denrée alimentaire de base, est passé de 500 à 850 Fc. «Nous n'osons plus demander le prix de la viande...», remarque Ernestine Tumba, habitante du quartier Tshimbombo, à la périphérie de la ville.

Pour le gouverneur de la province, Ngoyi Kasanjji qui a fait fortune dans le diamant, la situation de la ville n'est pas une fatalité. «Elle est caractéristique de la situation du pays», pense-t-il. Il dit avoir signé plusieurs contrats pour la réalisation de grands ouvrages à Mbuji-Mayi, et annonce une phase de reconstruction de la ville qui nécessite, dit-il, du temps pour créer de nouvelles infrastructures.



Enfant creuseur, dans les mines de cuivre de Lubumbashi | © Aïi Gulda El Magambo

Peur des trous, peur de tout perdre...

MBUJI-MAYI EST RONGÉE PAR D'IMMENSES RAVINS.
POUR LES HABITANTS, QUI VIVENT COMME À DEUX PAS DE LEUR TOMBE,
LA PEUR DES ÉROSIONS FAIT TREMBLER TOUT LE MONDE...

Mohamed MBOYO EY'EKULA

Mbuji-Mayi détient un triste record, pas moins de 300 têtes d'érosions (début de ravins) menacent en effet cette ville du centre du pays. Pour la population, c'est un cauchemar. *Avec autant des "mabuaku" (ravins), nous vivons dans une insécurité totale,* déclare Carole Mbuyi, une jeune femme de 22 ans, qui vit avec son mari dans le quartier du marché, traversé par le ravin "Tshimanga Kaputo", qui donne des frissons aux riverains. *Les gens d'ici craignent pour leur vie. Tout peut arriver avec les éboulements,* ajoute-t-elle.

Dans d'autres quartiers de la ville comme Mbinza et Lumumba, également attaqués par des érosions monstres, les habitants tremblent à chaque fois que le ciel gronde. «Quand il pleut, nous avons peur de tout perdre, peur de mourir... Et si cela arrive la nuit, on ne ferme pas l'œil un instant», raconte François Mutombo, un résident de Mbinza. A cause des risques qu'ils encourent, bien des gens préfèrent quitter ces quartiers, pour s'installer ailleurs, là où la menace de ravalement du relief n'existe pas. Mais la plupart des habitants, souvent pauvres, ne peuvent pas abandonner leur maison. «Je reste là, parce que je n'ai pas de choix...», explique François.

Partout dans la ville, la peur des trous hante les esprits, renforcée en cela par les drames passés. En 2006, notamment, des éboulements de terrain se sont produits dans presque tout Mbuji-Mayi. «Le pont qui relie notre quartier au reste de la ville s'est effondré», se souvient Roger Ngoy, qui avait alors perdu sa maison emportée par les eaux de pluie. Aujourd'hui, ce pont a été reconstruit par la CTB. L'érosion qui progressait sur ce site a par ailleurs été maîtrisée grâce à de nouvelles techniques éprouvées ailleurs, notamment à Kabinda et en République centrafricaine.

Techniques efficaces

A la place de la technique traditionnelle qui consiste à combattre les érosions en construisant des caniveaux avec des glissières en béton et des collecteurs en dur, la CTB réalise, des travaux dits "souples", plus innovants. «Dans la plupart des sites où nous travaillons, nous re-



Site d'érosion, Mikela. | © CTB

courons à un même système. En amont du début du ravin, nous réalisons d'abord un bassin de rétention d'eau de 4 m sur 6 qui retient une bonne quantité d'eau de ruissellement», explique Nicodème Muka, un ingénieur national de la CTB. Sur la tête d'érosion, une glissière est construite avec des sacs de sable, sur lesquels sont plantés des herbes comme la pelouse et le vétiver. Après la glissière suivent des digues qui recueillent le sable, pour combler progressivement la faille. «Le long des parois, nous utilisons aussi de la végétation : bambou, acacia, fausse canne...», ajoute Nicodème.

Selon Wim Sauwens, assistant junior à la CTB, ce système permet à la fois de réduire la chute des eaux de ruissellement en retenant une bonne quantité dans le bassin, et de ralentir la vitesse des eaux vers la tête, grâce à la glissière végétale. Mais, seulement, il coûte cher. «Un sac de sable coûte 1,5 \$, et il en faut des milliers pour monter ce dispositif», fait-il observer. Le bassin de rétention en prend 500 à lui seul.

Des travaux qui redonnent l'espoir

A 5 km du pont Tshimanga Kaputo, sur l'avenue Lumumba, où des éboulements ont détruit des maisons et causé mort d'homme, la CTB a installé un site qui protège les habitations menacées par un ravin long de 50 m. En amont de l'ouvrage un bassin de rétention des eaux a été créé. Avant le début du ravin, des haies de vétiver surplombent la glissière faite de sacs et d'herbes déjà hautes. Autour des parois, des bambous, des acacias et d'autres plantes raffermissent le sol.

Pour les habitants de Lumumba, c'est un soulagement. «Lorsque les ouvrages ont démarré, nous étions incrédules, car nous-mêmes avions tout tenté, mais en vain», avoue un habitant, qui avait été contraint d'abandonner sa maison après ces tragiques événements. Grâce à cet ouvrage, le quartier retrouve peu à peu ses habitants. Selon Gérard Bafuka, ingénieur national de la CTB, ces travaux qui visent à stabiliser les érosions devront être complétés par d'autres programmes. Pour redonner espoir aux habitants. Mais certains, comme Patrick Mbaya, étudiant à l'Université de Mbuji-Mayi, souhaitent que «tout soit mis en œuvre pour venir à bout des érosions.»

Réinventer la ville

Pour relever un tel défi, la CTB encourage l'auto-prise en charge du problème par la population. De simples techniques, faciles à s'approprier peuvent diminuer les risques d'éboulements de terrain. «Nous conseillons à la population de planter de la pelouse et de réaliser un drain parcellaire (un trou de 1m³) pour retenir l'eau dans la parcelle et l'empêcher de ruisseler», explique Wim Sauwens. Les habitants sont aussi conviés à réaliser une moulure en terre autour de leurs parcelles pour y planter le vétiver. Dans les bâtiments, l'installation de réservoirs d'eau à grande contenance est vivement conseillée. «Les herbes et les plantes sont nécessaires parce qu'elles aident à la stabilisation du sol», rappelle Nicodème Muka.

En dépit de ces actions de lutte contre le monstre souterrain qui terrorise les habitants, le problème fondamental de la ville demeure

l'absence d'urbanisation. «Si la ville avait suffisamment de fossés, de drains et de caniveaux le long des routes et des chemins, cela limiterait considérablement les dégâts provoqués par les eaux de ruissellement», remarque un ingénieur de travaux publics.

Lorsqu'il pleut, le débit d'eau peut atteindre 80 ml/m³ en moyenne. Pour nombre d'acteurs engagés dans la lutte anti-érosive, il faut aller vite : adapter la ville aux normes modernes d'urbanisation, en créant des routes bien drainées, des caniveaux et des collecteurs, ou créer de nouveaux sites pour désengorger la ville. Le choix demande de l'audace : 45 millions de dollars, selon Marcel Tshika de l'Office de Voiries et Drainage (OVD) à Mbuji-Mayi. C'est à ce prix, dit-il, que dépend la survie de la ville diamantifère. ■

Vétiver: l'herbe anti-érosive

Le Vétiver est une plante originaire d'Asie. Petite pousse, il ressemble à s'y méprendre à la citronnelle. Et, comme la citronnelle, il dégage un parfum qui repousse les insectes. Utilisé dans la lutte contre les érosions, le vétiver solidifie le sol pour prévenir les éboulements. *Ses racines vont jusqu'à 3 mètres sous la terre*, explique Nicodème Muka, ingénieur agronome. Plus il est étêté, plus le vétiver s'enfonce avec des racines solides et ramifiées. Difficile à déraciner, il empêche ainsi l'eau de creuser des sillons dans le sol. On le cultive sous forme de haies autour du début (la tête) du ravin et sur les parois.

Pour multiplier l'usage de cette herbe, une pépinière de 2ha est développée. Le but du projet c'est aussi que les habitants de Mbuji-Mayi s'approprient la culture du vétiver, parce que cette plante rend d'énormes services dans la lutte contre la menace souterraine. Parallèlement, les équipes de la CTB mènent des activités de sensibilisation pour vulgariser cette technique auprès du plus grand nombre.



Pépinière de plantes vétiver. | © CTB



DANS UNE VILLE DE DEUX MILLIONS D'HABITANTS, LE MARAÎCHAGE URBAIN ET PÉRI-URBAIN OFFRE UNE GAMME TRÈS VARIÉE DE PRODUITS QUI CONTRIBUENT À L'AMÉLIORATION DES BESOINS ALIMENTAIRES DES CITADINS, TANT EN VITAMINES QU'EN CALORIES. TOUTEFOIS, CETTE AGRICULTURE DE PROXIMITÉ EST CONFRONTÉE À DE NOMBREUSES DIFFICULTÉS. L'URBANISATION CROISSANTE ENTRAÎNE UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE PERSONNES PAUVRES QUI, POUR SURVIVRE, SE SONT ADONNÉES À LA PRODUCTION ET LA VENTE DE LÉGUMES.

Alice VAN DER ELSTRAETEN
Assistante junior auprès du Ministère de l'Agriculture
et du Développement Rural en RDC

*Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture.

Le bonheur d'un peuple grâce à l'agriculture

Le maraîchage urbain et péri-urbain à Lubumbashi

Maraîchage à Lubumbashi, Maman Cathy
de l'association Tingi Tingi. | © Alice Van Der Elstraeten / CTB

A Lubumbashi, le projet HUP (horticulture urbaine et péri-urbaine) de la FAO¹* encadre plus de 8.000 maraîchers et valorise l'activité agricole des mamans maraîchères, puisqu'il s'agit souvent d'une activité exercée par les femmes. Ce projet veut sécuriser l'accès aux ressources (terres et eau) sur les périmètres cultivables. Les activités concernent aussi la formation et l'appui à la résolution de problèmes techniques en favorisant la voie de la prise en charge par des associations de base. Le tout en visant une production horticole de qualité.

Tingi Tingi est l'une des associations soutenues par le projet HUP. Elle regroupe les femmes des agents de l'université de Lubumbashi soucieuses d'améliorer leur situation par le travail aux champs urbains. Le maraîchage leur permet de nouer les deux bouts : nourrir la famille, payer les études des enfants et les soins de santé. «On ne connaît plus de malnutrition dans nos foyers parce que ce qu'on cultive n'est pas seulement

destiné à la vente, mais aussi à notre propre consommation» témoigne Maman Cathy, présidente de Tingi-Tingi. Chaque femme dispose de ses propres champs mais la gestion est collective : les problèmes sont résolus en groupe, les ventes sont organisées afin que tout le monde ne récolte pas la même chose le même jour. Et lorsque les revenus de la vente sont trop faibles, un porc, propriété de l'association, est abattu et vendu afin de distribuer de l'argent aux membres.

Cela étant, la production maraîchère se heurte à diverses contraintes. Souvent, les exploitants ne disposent pas de titres de propriété ni de concessions d'exploitation. La maîtrise et la qualité de l'eau ne sont pas assurées. Un manque de connaissance de techniques culturales empêche la culture de produits sains de haute qualité. Enfin, la planification de zones ou de lotissements horticoles dans le plan de développement de la ville fait défaut.



La serre de l'association Umad, en collaboration avec la CTB. | © Alice Van Der Elstraeten / CTB

Les contraintes majeures des systèmes de commercialisation ont trait à l'état des infrastructures de transport, de stockage et de vente en gros, ainsi qu'aux fluctuations de la production. Ces contraintes rendent l'activité commerciale particulièrement risquée et peu rentable.

Les marchés sont éloignés, ce qui rend la vente plus difficile. «Nous devons vendre en gros aux commerçants, ce qui ne nous rapporte pas le même bénéfice» déplore la présidente. «Nous voulons éliminer cet intermédiaire. Si on pouvait transformer et conserver, on pourrait vendre en période où il y a rareté et on gagnerait un peu plus.»

Le projet HUP apporte avant tout un appui technique aux associations maraîchères : pour l'amélioration des récoltes, pour l'utilisation de biopesticides et de biofertilisants, pour le choix de cultures selon la saison. «En ce moment, nous demandons des formations et des petites machines artisanales, qui peuvent nous aider à transformer les fruits et les légumes», exprime Maman Cathy. «Il y a beaucoup de mangues et d'avocats dans le quartier mais ils pourrissent. Ils sont tous mûrs en même temps et on n'arrive pas à les vendre ni à les conserver.»

Patrick Munga, ingénieur et expert en recherche et développement au projet HUP, explique que cette demande est déjà intégrée : «Le projet veut aller plus loin. Nous voulons introduire des nouvelles technologies: les serres, les irrigations goutte à goutte, mais aussi la transformation et la conservation de légumes et de fruits. En donnant une plus-value aux produits de base, les maraîchers peuvent vendre leurs légumes à un meilleur prix.»

dans la culture de tomates. En saison de pluie, Lubumbashi doit importer en grande quantité

En ce qui concerne les nouvelles techniques, l'expert de la FAO montre avec fierté la grande serre de l'association Umad (Union des maraîchers agronomes pour le développement) spécialisée

des tomates de Zambie. «La CTB nous a appuyés avec le financement d'une grande serre de type tunnel importée d'Afrique du Sud. La FAO nous a apporté les techniques pour mieux y cultiver des tomates. Grâce à la serre, on pourra vendre des tomates dans la saison où il n'y en a normalement pas et ça nous rapporte beaucoup» se réjouit André Kabuya, vice président de l'Umad. ■

Le secteur agricole en RDC, vital pour l'économie du pays

Lors de la conférence intitulée «Congo : l'État, la paix, l'économie et le bien-être»¹, le professeur et agronome Éric Tollens² a dressé un tableau précis et concis de la situation agricole en RDC. Réaliste, son analyse balance entre pessimisme et optimisme.

Si le Congo était performant, il pourrait nourrir 1/3 de la population mondiale : du point de vue des surfaces cultivables, il se situe parmi les 10 états les plus grands. C'est dire si le secteur agricole est très important. Dans un pays où s'alimenter demeure un défi pour la plupart des citoyens, l'agriculture occupe de 70 à 80 % de la population ; aucun autre secteur ne peut offrir autant de main-d'œuvre actuellement. Avec un potentiel énorme – seule 10 % de la superficie agricole est mise en culture – le secteur agricole se doit de jouer un rôle moteur dans le développement économique du pays. Le gouvernement en a fait une priorité mais, faute de moyens, il n'y consacre que 1,8 % de son budget. Le développement de ce secteur repose essentiellement sur les projets des bailleurs de fonds qui y consacrent environ 10 % de leur budget.

Dans le contexte de reprise économique, surtout palpable dans les grandes villes, le développement du secteur agricole est un enjeu majeur. Or, il est aujourd'hui beaucoup plus aisé d'importer que d'acheter sur le marché local : les diverses taxes et les multiples tracasseries coûtent plus cher que les droits d'importation. A cet égard, la réforme du Code agricole, en cours, devrait apporter une solution. Autre aspect du problème : de grandes multinationales se sont développées dans l'importation notamment, parce que le manque d'infrastructures (routes, transport ferroviaire, transport fluvial) ou leur état ne permettent pas aux agriculteurs locaux de vendre leurs productions agricoles pourtant abondantes. Des investissements doivent être consentis dans les moyens de communication, mais également dans les infrastructures de stockage et dans la transformation des matières premières en produits alimentaires. Toutefois, si la reprise économique existe, elle touche essentiellement les secteurs miniers, bancaires, des télécommunications ou de la construction et pas celui de l'agriculture traditionnelle. Faute de suffisamment d'investissements dans le secteur agricole, le risque est grand de retomber alors dans une économie dualiste...

Des pistes nouvelles se dégagent néanmoins, sources potentielles de revenus et de main d'oeuvre. Comme le soulignait récemment Alain Huart, expert de la CTB en poste au ministère congolais de l'Agriculture et du Développement Rural, *Pour le Congo, le développement des biocarburants est souhaitable car seulement 5 % de la population a un accès à l'énergie. Même sans toucher à la forêt, on pourrait produire du biocarburant pour fournir de l'énergie à chacun.*

1 Organisée par le Centre belge de référence pour l'expertise sur l'Afrique centrale (CRE-AC), à Bruxelles, en février dernier.

2 Université catholique de Leuven, KUL.

Des filles à l'école des garçons

FILIÈRES DESTINÉES TRADITIONNELLEMENT AUX GARÇONS, LA MÉCANIQUE, L'ÉLECTRICITÉ OU L'ÉLECTRONIQUE RÉUSSISSENT POURTANT AUSSI AUX FILLES, SURTOUT QUAND C'EST LEUR RÊVE. TÉMOIGNAGES RECUEILLIS À KINSHASA, À L'ITP/NGALIEMA ET ITI/GOMBE.

Mohamed MBOYO EY'EKULA

En 2005, le préfet des études de l'Institut technique professionnel de Ngaliema, Jean-Marie Tshisekedi, est très surpris quand il reçoit, pour la première fois, un parent qui vient inscrire sa fille dans la filière mécanique auto. «Ca me paraissait paradoxal, une femme sous un véhicule...», s'exclame-t-il. Pourtant, son école accueille aujourd'hui, aux côtés des garçons majoritaires, une dizaine de filles qui suivent une formation en mécanique générale, en mécanique automobile et en électricité. Malgré leur nombre en évolution, Jean-Marie considère ces filles comme "sorties de l'ordinaire".

Parmi elles, Arlette Nzelanga, 18 ans. Pré-finaliste en mécanique générale, elle ne semble pas être arrivée là par hasard. La mécanique, c'est vraiment son "truc", son rêve. Et elle a dû faire du chantage pour que sa maman la laisse suivre cette filière. «Elle a cédé face à ma menace de faire l'armée, si elle ne voulait pas de mon choix...», raconte-t-elle.

La tâche reste rude, en effet, pour les filles qui choisissent de suivre les filières techniques. Car, elles doivent souvent lutter contre un certain nombre de préjugés, notamment ceux qui laissent croire que la seule formation "acceptable" pour elles reste liée à leur rôle traditionnel de femme dans la société : coupe et couture, coiffure, cuisine... Enseignant à l'ITP/Ngaliema, Lunda Muyungulula était étonné quand il a

reçu, lui aussi, une fille en mécanique automobile. «J'ai demandé au préfet si elle en était capable», avoue-t-il.

Aussi compétentes que les garçons

Ces filles qui s'inscrivent dans les Instituts techniques professionnels réussissent pourtant leurs études. A l'ITI/Gombe, certaines sont premières de leurs classes. Elles font du coup tomber les préjugés, à la surprise des parents, souvent émerveillés. «Nous sommes très fiers des échos qui nous viennent de l'école où étudie Clotilde», affirme Zekula Zita Noël. Trois ans plutôt, il avait tenté de faire changer d'avis sa fille, qui tenait à faire la mécanique auto à l'ITP/Ngaliema. Aujourd'hui, il dit ne plus recourir aux voisins du quartier «quand un fusible saute à la maison, ou lorsque notre réchaud tombe en panne», car elle se débrouille aussi en électricité.

Ancien professeur de mécanique à l'ITI/Gombe, Tshitond Kadimbw-Maya se souvient d'une ancienne élève, Disanka Mulumba. Elle avait réussi à convaincre la direction de l'institut, hésitante au départ, de l'accepter en mécanique. «C'est parce que c'est difficile que je veux justement faire la mécanique», avait-elle insisté, lorsqu'on tentait de l'orienter vers une autre filière. Ses formateurs témoignent que quand les hommes mettaient leurs cache-poussière, elle était en salopette. «Dans l'atelier, elle travaillait comme tout le monde et manipulait sa machine

sans crainte ni complexe», affirment-ils. Mariée, mère de deux enfants, Disanka termine aujourd'hui son second cycle de formation à l'Institut supérieur pédagogique et technique de Kinshasa (ISPT).

Clotilde Zekula :

Mécanique automobile sinon rien

Les parents de Clotilde Zekula n'avaient jamais imaginé leur jolie fille s'aventurer un jour dans une filière aussi "masculine" que la mécanique automobile. Pourtant, c'était bien l'obsession de Clotilde. «Enfant, je m'étais dit que je ferais la mécanique sinon rien», explique-t-elle de sa voix douce. Enseignant de formation et inspecteur de l'enseignement primaire, son père n'a pu la faire changer d'avis. Mais Clotilde est toujours restée ferme. «Je veux faire la section mécanique automobile diesel, autrement j'abandonne les études», avait-elle répondu à son père. Celui-ci avait fini par se plier à sa volonté. Clotilde sera alors inscrite à l'Institut technique professionnel de Ngaliema (ITP Ngaliema), où elle est en fin de parcours.



Clotilde Zekula pose dans sa classe à l'ITP de N'Galiema
© Mohamed Mboyo EY'EKULA

Arlette Nzelanga en plein travail, le nez dans le moteur. | © Mohamed Mboyo Ey Ekula



Sceptique au départ, tout le monde donne aujourd'hui raison à Zekula pour son abnégation. Unique fille de sa classe sur une quarantaine d'élèves, elle force l'admiration de ses condisciples et formateurs, qui parlent d'elle en des termes élogieux. «Elle est très forte du point de vue théorique et pratique. Elle travaille comme ses condisciples hommes», témoigne Lunda Muyungululu, professeur titulaire de sa classe. L'enseignant cite un des ses exploits. «Je me souviens d'un TP [Travail pratique] sur le démontage des injecteurs. J'avais donné à tous un timing pour le faire. Elle a été la première à finir», affirme-t-il, avant d'ajouter : «Je crois que la mécanique est sa vocation».

Scier, limer, ajuster, tarauder... sont un jeu d'enfant pour Clotilde Zekula. Son travail impressionne ses condisciples. Finaliste de la section, elle pense diriger un jour son propre garage pour montrer que la mécanique n'est pas uniquement une affaire d'hommes. ■

Les enfants de Kibangu, dans une école réhabilitée par la CTB. | © CTB



L'enseignement technique porteur de développement durable et source d'emploi

En 2004-2005 quatre millions de livres de français et de mathématiques ont été distribués à plus de 1 700 000 élèves de 5e et 6e primaire, dans 24 000 écoles. Pour la rentrée scolaire 2008-2009, cinq millions de manuels supplémentaires seront distribués aux élèves de 3e et 4e primaire. Des guides pédagogiques, pour exploiter les manuels, sont aussi prévus pour 122 000 enseignants et directeurs d'écoles. Des encadreurs spécialement formés à cet effet vont parcourir toutes les provinces du pays. Budget alloué: 12 500 000 €.

L'enseignement technique et professionnel constitue l'autre axe éducatif essentiel de l'acoopération belge. Une somme de 7 000 000 € a été consacrée à la réhabilitation de 33 écoles techniques secondaires dans les filières mécanique, électricité, bâtiment, couture et commerce. Les écoles sont sélectionnées selon les besoins spécifiques de chaque région. Les constats sur le terrain, nous ont rappelé que pour reconstruire le pays, les besoins en hommes et en femmes qui maîtrisent les techniques modernes sont immenses. Le rôle de la CTB consiste à remettre en état les ateliers

ou les salles de travaux pratiques, et à les doter d'équipements pédagogiques et professionnels de qualité. Des formateurs, actifs dans les écoles de Belgique, sont venus appuyer, le temps d'une mission, les professeurs et chefs d'ateliers du pays.

Des actions de sensibilisation auprès du public sont menées pour valoriser l'enseignement technique, porteur de développement durable et source d'emplois. Un accent particulier est mis sur l'égalité des chances entre les garçons et les filles. Celles-ci doivent pouvoir s'affranchir des pesanteurs sociales qui les cantonnent dans les tâches ménagères ou de service. Une action particulièrement réussie à l'ITI de la Gombe où le nombre de jeunes filles inscrites dans les sections mécanique, électricité et électronique est passé de 2 à 22 au cours des trois dernières années.

Depuis la reprise de la coopération bilatérale en 2001, et à la demande du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel, la DGCD a confié plusieurs projets à la Coopération Technique Belge. Le Programme Indicatif de Coopération (PIC) 2008-2010, prévoit encore 6 000 000 € pour le secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

Alain NUBOURGH



Est-ce que ça va ?

DU THÉÂTRE
DANS LES RUES DE KINSHASA,
MBUJI MAYI ET LUBUMBASHI

Frédéric JACQUEMIN



- *Est-ce que ça va ?* crie le comédien jouant le rôle du Tata Mapasa.
- *Non ça ne va pas !* répond le chœur des comédiens.
- *Si ne ça ne va pas, ça doit changer ! Et ça va changer grâce à qui ?* renchérit le Tata Mapasa.
- *Grâce à moi, à toi, à lui, à elle et à nous tous,* conclut le chœur, rejoint par le public.

C'est ainsi que se termine le spectacle donné devant une centaine d'habitants réunis devant une borne-fontaine au croisement des avenues Idiofa et Pindi dans le quartier Mpasas, Commune de la Nsele, Kinshasa. Le public est à l'évidence peu habitué à ce qu'une troupe de théâtre «de la ville» vienne se produire à quelques dizaines de mètres de leur parcelle, de leur école ou de leur boutique.

Alors que la foule se disperse, un retardataire demande «Que s'est-il passé ?» Un spectateur lui explique. «Dans la pièce, une femme ne voulait pas payer sa facture d'eau. Les deux surveillants de la borne-fontaine ont alors refusé à son fils le droit de puiser. Peu après, une dispute a éclaté entre les deux surveillants. Une dispute à propos de l'argent des cotisations, je crois. Suivant les conseils de sa voisine qui préfère garder son argent et ne pas payer l'eau de la borne-fontaine, la femme a envoyé son fils à la rivière. Sur le chemin du retour, il s'est interposé pour sauver une femme qui allait se faire violer par des soldats. Il est revenu à la borne-

fontaine, tabassé, le bras cassé. Entre temps, l'enfant de la voisine est tombé gravement malade après avoir bu l'eau de la rivière».

- *Ca s'est terminé comme ça ?*, demande le retardataire.
- *Non, après on a discuté*, le spectateur lui relate les débats. Plusieurs personnes ont parlé. Certaines n'étaient pas d'accord : *l'eau est gratuite car elle vient de Dieu. L'eau du robinet, c'est trop cher*, disaient-ils. Certains ont dit avoir souffert des problèmes à l'estomac à cause de l'eau de la rivière. D'autres encore se méfient du comité de gestion.

Le retardataire n'est toujours pas convaincu et ne sait quoi penser. Le voyant perplexe, d'autres spectateurs interviennent et des passants se joignent à la conversation. Une discussion animée s'installe devant la borne-fontaine pendant que les comédiens rangent leur matériel et se préparent pour la prochaine saynète.

Ce spectacle s'inscrit dans une initiative de communication pour le développement (C4D) basée sur le théâtre d'action sociale menée par la compagnie Tam-Tam durant les mois de février et mars dans plusieurs communes de Kinshasa mais aussi de Mbuji Mayi et de Lubumbashi. Son objectif ? Conscientiser et mobiliser les communautés bénéficiaires des interventions du Programme d'Urgence de la CTB.

Pour proposer des pistes de débats constructifs

et des solutions réalistes face aux problèmes, le théâtre d'action doit s'appuyer sur une perception aigüe des réalités propres au lieu où il intervient. De fait, les comédiens ont collaboré avec différents acteurs de terrain : ingénieurs, sensibilisateurs et personnes ressources locales avant de rédiger des scénarii cohérents par rapport aux aspects techniques et humains des interventions.

A Lubumbashi, à côté des mesures d'assainissement de certains marchés, les pièces ont traité des problèmes relatifs à la pénurie d'accès à l'eau dont souffrent les habitants de la Commune Annexe. A Kinshasa, mégapole aux nombreuses difficultés, les artistes ont présenté des spectacles parlant d'assainissement, de réhabilitation des routes, d'inondations et d'adduction d'eau potable. A Mbuji Mayi, ils ont mis en lumière les solutions pouvant être entreprises par tous pour lutter contre le phénomène d'érosion qui ravage la ville.

Le théâtre d'action sociale ne relève donc pas du divertissement. Il porte un message et provoque une prise de conscience. Il doit néanmoins obéir aux mêmes règles que toute autre forme théâtrale. En premier lieu : captiver son audience. Or, voler quelques minutes de la journée d'une maman qui vend ses produits au marché ou dialoguer avec des jeunes, peu sensibilisés aux problèmes communautaires, est une gageure impossible à tenir si la saynète n'a pas de ressort dynamique. Pour maintenir

Photos extraites de la campagne
de théâtre d'action sociale. | © T. Suka/CTB



Compte rendu de campagne

A Kinshasa, 40 représentations se sont déclinées autour de trois thèmes :

L'eau et la « bonne gouvernance », la réhabilitation de la voirie et l'assainissement. Dans les communes de Kimbansenge, quartier Mangana, à Nsele, quartier Mpsa à Masina, route Kimwenza et autour du collecteur Okapi, à Ngaliema, route Mama Yemo et à Kalamu pour le collecteur Kutu.

A Lubumbashi, 30 représentations sur le thème de l'eau et de la bonne gouvernance. Dans les quartiers Kimbembe, Naviundu, Luwowoshi, Kabulameshi, Kisanga, Kalebuka et sur le marché de la Kenya, avec les thèmes assainissement et hygiène.

A Mbuji Mayi, 30 représentations ont eu lieu sur le thème de la lutte anti-érosive et de l'assainissement. Sur les sites de Mikela Lumumba, Opala Emerance sur les marchés de Dibindi et Simisi.

A ce jour, la tournée théâtrale a directement touché environ 9000 personnes pour les trois villes. Trois mini-documentaires, basés sur ces expériences, seront diffusés en télé et en radio, dès le mois de septembre. Le principe du théâtre a été décliné pour plus de 18.000 enfants de Kinshasa. En même temps, ces écoliers seront initiés à une technique de recyclage des sachets plastiques.

l'attention du public, les réparties entre comédiens s'enchaînent rapidement. Les dialogues emploient un ton caustique, parfois choquant, qui s'inspire davantage du parler de la rue que du langage pédagogique ou technique.

Au-delà du rythme et du ton, la liberté de parole est une condition sine qua non de succès d'une pièce. Celle-ci repose essentiellement sur le personnage central du "Tata Mapasa". Le Tata Mapasa - ou "Shambuyi" à Mbuji Mayi et Lubumbashi - jouit dans la culture congolaise d'une autorité naturelle. Ce respect ambigu - c'est à la fois un sage et un fou- que lui porte la population, l'autorise à parler publiquement de problèmes connus de tous mais souvent tenus au secret. Sa présence dans la pièce permet de pointer les travers, de dénoncer les préjugés et de renvoyer le public à ses contradictions.

Ainsi, dans une scène sur les luttes anti-érosives...

– Ah, toi ! Tu as volé des sacs de sable destinés à lutter contre les inondations et tu les as utilisés pour construire ta maison !

Au sujet de l'entretien des routes...

– Mais, cette jolie fille-là, tu es certain que tu ne lui as pas fait une ristourne ?» dit-il à un préposé au péage.

Ou encore...

– Dis, vieux, depuis que tu t'occupes de la borne-fontaine, il me semble que tu as bien grossi et que tu n'as jamais été aussi bien habillé.

A la fin de la représentation, le Tata Mapasa rappelle les situations exposées par le spectacle, puis suscite et distribue la parole dans le public. En général, les spectateurs ne réagissent pas immédiatement. Il faut attendre quelques minutes pour que quelqu'un s'aventure et donne son témoignage, pour que les langues se délient. Bien souvent, les discussions intéressantes se tiennent en petit comité, en périphérie de la scène. Elles se prolongent bien après le spectacle. C'est à ce moment, après que les comédiens aient plié bagages, que l'impact de la pièce peut réellement se mesurer.

Une pièce de théâtre ne peut déclencher, à elle seule, un bouleversement des habitudes

et des comportements. En revanche, l'histoire qu'elle raconte, à condition qu'elle soit crédible et portée de manière convaincante, peut libérer la parole et mobiliser l'énergie des habitants au sujet du collecteur ou de la borne-fontaine que l'on construit chez eux. Au vu de l'intensité des réactions du public, le théâtre donne une dimension humaine à des interventions souvent très lourdes sur le plan technique.

Cette expérience peut nous faire percevoir la valeur ajoutée d'actions s'appuyant sur des méthodes artistiques dans le cadre de la communication pour le développement en RDC. Pour atteindre leur plein potentiel, elles devraient à l'avenir se formuler et se déployer de manière concertée avec l'ensemble de partenaires impliqués dès le début des interventions.

Ensemble pour réhabiliter l'état congolais

POUR SA SÉANCE INAUGURALE, LE CENTRE BELGE DE RÉFÉRENCE POUR L'EXPERTISE SUR L'AFRIQUE CENTRALE (CRE-AC) A ORGANISÉ UNE CONFÉRENCE SUR LES DÉFIS DE LA RÉHABILITATION DE L'ÉTAT CONGOLAIS ET SUR LE RÔLE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DANS CE PROCESSUS¹. UN THÈME QUI A ATTIRÉ UNE ASSISTANCE NOMBREUSE ET IMPLIQUÉE.

Theodore TREFON
Directeur du CRE-AC

Créé pour encourager et promouvoir l'accès, la mobilisation et la diffusion des connaissances sur l'Afrique centrale afin de contribuer à son développement, le CRE-AC a, durant deux jours, prouvé sa capacité à mobiliser les forces vives concernées par le devenir du Congo : professionnels du développement, experts scientifiques, acteurs politiques et sociétés civiles des deux pays.

La paix pour enjeu

La période de transition en RDC a été le résultat d'un parcours long et difficile qui a démarré après l'accès de Joseph Kabila à la Présidence de la République. Durant cette période, le rôle joué par la Communauté internationale et surtout par l'Union européenne a été très important. Toutefois, malgré l'installation des nouvelles institutions issues des premières élections démocratiques depuis le début des années 1960, le pays demeure dans une situation de fragilité.

La RDC peut certes compter sur le soutien financier et technique de la Belgique pour relever le défi de réussite du processus démocratique, mais l'enjeu est de taille. Un échec signifierait un embrasement du pays et le risque d'une déstabilisation dans toute la sous-région, tandis qu'un démarrage économique réussi ferait du

pays une locomotive pour le développement de l'ensemble de l'Afrique centrale.

L'Histoire a créé des liens spécifiques entre la Belgique et le Congo. Aussi, les acteurs belges s'engagent à poursuivre leur partenariat dans le processus de la reconstruction nationale. La conférence du CRE-AC a apporté suffisamment de matière pour repenser les modèles de développement, pour les adapter aux réalités locales tout en tenant compte des nouveaux défis liés à la globalisation, et des nouvelles opportunités que présente la RDC.

Dans ce contexte, et pour résumer, la conférence visait trois objectifs principaux :

- 1) identifier les secteurs d'intervention prioritaires pour la réhabilitation de l'État en RDC,
- 2) cibler les différents acteurs disposant d'une expertise sur la RDC qui pourraient être mobilisés pour son développement,
- 3) dresser un état des lieux de la situation actuelle de la RDC sur les plans politique, social et sécuritaire.

Les acquis de la conférence

Sans faire l'inventaire complet des apports des intervenants², quelques points méritent d'être soulignés.

Les transports et l'inter-modalité entre les différents moyens de communication, sont indispensables au développement économique du pays | © Sammy Balaji



Le bilan des interventions de la Communauté internationale en matière économique, politique et sociale pendant la période de transition est un des fils conducteurs qui s'est dégagé des différents échanges. Si la conférence reconnaît la nature mitigée du bilan actuel, elle reconnaît également, la volonté des différentes parties prenantes de rechercher ensemble des stratégies nouvelles pour améliorer le partenariat entre le Congo et ces partenaires internationaux.

La volonté de transformer ensemble le potentiel du Congo en acquis réel pour le bien-être de ses populations a clairement été exprimé. Plus spécifiquement, quelques acquis issus des débats et présentations sont à retenir.

Sur la dimension étatique, d'abord. L'immensité du territoire congolais et le manque d'une véritable centralité politico-géographique constituent des handicaps à la reconstruction et au fonctionnement de l'État. Une reconstruction qui a pour conditions nécessaires la réhabilitation des infrastructures physiques de communication (routes, ponts, transports fluvial et ferroviaire)



Lubumbashi, la question de la mobilité, indispensable aux activités économiques se pose dans toutes les villes. | © Sammy Baloji

et l'amélioration du fonctionnement de la fonction publique et de l'administration à tous les niveaux. Enfin, la reconstruction de l'État congolais et la réappropriation du territoire devra se faire sur le plan local, provincial et régional, en considérant les atouts de l'ethno-diversité et les forces linguistiques et culturelles. La lutte contre la pauvreté devra être son ressort principal.

Concernant le processus de la paix, si les élections ont créé des espoirs immenses, le rythme lent de la transformation politique peut générer des conflits entre les attentes des citoyens et les capacités limitées des autorités. Afin de consolider la paix, une réforme du secteur de sécurité est absolument nécessaire. Tout comme il faudra un changement de comportement et de mentalité tant sur le plan national qu'international pour que la vision à long terme remplace l'approche "réponses aux catastrophes".

Concernant le bien-être, un concept multidimensionnel et subjectif qui découle de l'environnement culturel et économique, sa compréhension doit impérativement être valorisée, à partir des considérations qualitatives qui sont

localement pertinentes. Le rôle important de la diaspora congolaise a également été mis en évidence : elle est très active pour s'impliquer et apporter son concours au bien-être des populations congolaises. Ses actions ont participé au maintien d'un minimum de mieux-être dans nombre de familles. Son rôle proactif fait d'elle une locomotive de développement.

Sur le registre économique enfin : le budget de l'État reste insuffisant et dépend pour plus d'un tiers de l'assistance extérieure, ce qui handicape le gouvernement quant aux initiatives de réduction de la pauvreté et le rend vulnérable à toute baisse de l'aide internationale. La RDC connaît actuellement une transition difficile entre le passage d'une aide humanitaire et d'urgence à une aide au développement économique stable et durable. Beaucoup d'investissements publics et privés sont à l'étude, mais le « grand bond en avant » se fait attendre. Les investissements annoncés par la Chine pourraient constituer un nouveau modèle de développement et de partenariat... mais il faudra attendre et prendre du recul avant de pouvoir en faire le bilan.

En clair, les défis de la reconstruction économique et sociale du Congo sont multiples : il s'agit à la fois de développer des capacités productives et de garantir aux populations des "dividendes sociaux" de la démocratie, le tout sans enclencher un nouveau cycle d'endettement insoutenable.

Les perspectives

Suite à cette conférence, le CRE-AC s'engage à faciliter les échanges, notamment via son site Internet, et à jouer pleinement le rôle de passerelle entre tous les participants. Le CRE-AC publiera un livre scientifique, basé sur l'analyse des bilans des initiatives de la communauté internationale pendant la période de transition, qui conceptualisera des modèles de réhabilitation de l'État congolais.

En ce qui concerne les activités de base du CRE-AC, le centre s'engage à réaliser des inventaires thématiques et intersectoriels de l'expertise en Afrique centrale et à mettre ces inventaires dans une banque de données disponible sur Internet. A l'instar de cette conférence, d'autres ateliers thématiques et intersectoriels seront également organisés. Enfin, le CRE-AC jouera pleinement son rôle d'interface entre l'ensemble des parties prenantes qui travaillent pour le développement de l'Afrique centrale. ■

1 «Congo : État, paix, économie et bien-être», au Palais d'Egmont, à Bruxelles, les 21 et 22 février.

2 Le rapport complet de la conférence est disponible sur le site du CRE-AC : www.eca-creac.eu.

News



Rencontres chorégraphiques de danses urbaines : le Festival «Mudjansa »

Du 05 au 20 juin 2008, Kinshasa vibrera aux rythmes de formations, d'échanges artistiques, de spectacles dans différents lieux et espaces culturels avec comme bruit de fond la danse urbaine. Les compagnies invitées viennent d'Afrique du Sud, du Bénin, du Burkina Faso, de la RDC et de l'Afrique centrale. Un festival de 3 jours clôture ces rencontres. Danse, musique et projections de documentaires sur la ville seront au rendez-vous. Festival *Mudjansa*, du 18 au 20 juin 2008, Halle de la Gombe et un peu partout dans les rues de Kinshasa.

Renseignements : lobi_ets@yahoo.fr



RDCongo, Pays Magnifique

Numéro spécial de *La Voix du Congo Profond*. Ce format 'magazine' est destiné aux enseignants et étudiants de l'enseignement secondaire en RDC.

Mais chacun peut y découvrir la diversité des richesses immenses de ce pays. Ce numéro spécial a été réalisé en collaboration avec le Musée National de Lubumbashi et le Musée Royal de l'Afrique Centrale à Tervuren.

Renseignements: lavoixducogonprofond@yahoo.fr ou alice.vanderelstraeten@btctb.org

Revue des questions scientifiques : Expertise, patrimoine naturel et développement local en Afrique : Le parc national des Virunga.

Publié par la Société Scientifique de Bruxelles, 160 p.



Questions concernant la conservation de la nature, les enjeux géostratégiques, le développement rural et économique, à partir de l'exemple du Parc National des Virunga.

Contact et information : www.uclouvain.be/207226.html



Les villes, (f)acteurs de développement

Cette brochure explore plusieurs expériences de la CTB, menées dans des villes d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. D'Ho Chi Minh Ville à Quito en passant

par les communes de Kinsenso ou Kimbanseke à Kinshasa. Ces projets illustrent différentes manières de contribuer au développement urbain.

Copie gratuite : info@btctb.org

Les actes du séminaire *Urban [f]actor*

Compte-rendu du séminaire organisé par la CTB en décembre 2007. Les actes présentent des résumés des interventions des orateurs ainsi qu'un bref inventaire du contenu des débats. Une section consacrée aux liens et lectures utiles permet une exploration plus détaillée. Publication prévue pour fin juin.

Nzila ya Mbazi, le journal de la coopération belge dans le Bas Congo

Bimestriel et gratuit, 12 pages. Après Nzela Ya Lobi à Kinshasa et Commune Annexe Infos à Lubumbashi, le programme de développement local (PAIDECO) a lancé Nzila Ya Mbazi. Ce journal traite des activités dans le Bas Congo, en particulier dans la commune de Kabondo et du secteur de Patu. Contact : rédaction de Nzila Ya Mbazi, bureau de quartier, maison communale, chef de secteur, ou par courriel à nzila_ya_mbazi@yahoo.fr



est le nom étonnant de ce magazine sur le développement.

« CO » comme COngo, COopération, COmplicité ou encore COnvivialité.

Né sous le signe du lien (&), pour souligner les relations particulières qui unissent la RDC et la Belgique, ce magazine s'adresse en particulier aux forces vives de la société congolaise ; les acteurs étatiques et non étatiques, les médias, les associations, les ONG, les étudiants, les simples citoyens ou encore tous ceux qui s'intéressent au développement de la RDC.

« &CO » est une réalisation du service Communication Externe de la Coopération Technique Belge (CTB). La diffusion est gratuite.

DIRECTRICE DE PUBLICATION : Marie-Christine Boeve | CONCEPTION ET COORDINATION ÉDITORIALE: Lola Mukendi et Carol Sacré

COMITÉ DE RÉDACTION: Annick Peeters, Clara Moermans, Didier Kebongo, Godefroid Bwiti Lumisa, Gülten Aka

SECRETARIAT DE RÉDACTION : Gülten Aka, Lola Mukendi et Carol Sacré | RELECTURE : Julie Leduc, Marie-Christine Boeve

RÉDACTION: Frédéric Loore, Pascal Lavolette, Alice Van Der Elstraeten, Frédéric Jacquemin, Kennedy Wema, Kennedy Dinanga, Mohamed Mboyo Ey'ekula, Didier Kebongo, Gülten Aka

CONCEPTION GRAPHIQUE : Aplanos | IMPRESSION : Imprimerie Philippe Lozet

COUVERTURE : Pathy Tshindele

CRÉDITS PHOTOS : Sammy Baloji, Roger Job, Tim Dirven, Gabriel Mukaz, Oded Balilty/Reporters/AP, Marc Schlossman, Jean-Pierre Tshibangu, Ali Gulda El Magambo, Simon Tshiamala, Tim Dirven/Reporters.

CORRECTIONS PHOTOS : Fabienne Cuypers

Merci à ceux qui ont participé à la réalisation de ce numéro : Alain Huart, Jean-Luc Mouzon, Wolfhard Hammer, Didier Kebongo, Deo Mirindi, Yves Hanoteau, Françoise De Moor (AFRICALIA), Jean-Pierre Tshibangu, Carlos de Wasseige (UCL), Filip De Boeck, Christian Toch, Frédéric Van Herzele, Wim Sauwens, David Cammaerts, Gérard Bafuka.